

CENTENÁRIO DA ABOLIÇÃO DA PENA DE MORTE EM PORTUGAL

---

PEUT-ON SE PASSER  
DE LA PEINE DE MORT?

JEAN GRAVEN



PA

COIMBRA — 1967

14.584



*Hommage de L'Esprit  
J. Guarin*

PEUT-ON SE PASSER DE LA PEINE DE MORT?

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010065401

PA 14584





CENTENÁRIO DA ABOLIÇÃO DA PENA DE MORTE EM PORTUGAL

---

PEUT-ON SE PASSER  
DE LA PEINE DE MORT?

JEAN GRAVEN



COIMBRA — 1967

PA 14.584



69/2419

Beccaria, dans son livre *Des délits et des peines* avait exprimé la célèbre position de principe: «En vertu de quel droit les hommes peuvent-ils se permettre de tuer leurs semblables? Ce droit n'est certainement pas celui sur lequel reposent la souveraineté et les lois... Et quand cela serait, comment concilier ce principe avec celui qui refuse à l'homme le droit de tuer lui-même?... Si je prouve que cette peine n'est ni utile, ni nécessaire, j'aurai fait triompher la cause de l'humanité... Il me paraît absurde que les lois, qui sont l'expression de la volonté générale, qui répriment et punissent l'homicide, en commettent elles-mêmes et, pour détourner les citoyens de l'assassinat, ordonnent l'assassinat public».

En Suisse, Jean-Jacques de Sellon, membre de la Chambre des Représentants, «le Beccaria suisse», avait, en 1826 ouvert un concours doté d'une médaille d'or de cinq cents francs de France sur le sujet de l'abolition de la peine de mort et les moyens de la remplacer, duquel Charles Lucas, le futur maître du système pénitentiaire français, dont les ouvrages sont célèbres, était sorti vainqueur. Le publiciste Henri Zschokke, auquel Chateaubriand a reconnu le mérite de «savoir populariser les idées et les sciences», assurait Sellon que les amis de la civilisation lui sauraient gré des travaux par lesquels il tâchait «de rendre le genre humain à l'humanité et à la raison», et il ajoutait: Quand ces «idées saines et justes, proclamées à haute voix et répandues tant qu'il est possible, auront une fois jeté leurs racines dans l'opinion publique, cette opinion vaincra à la fin les préjugés

de nos hommes d'Etat, de nos législateurs et de nos jurisconsultes. L'homme n'a point le droit de punir quelqu'un de mort, parce que la mort n'est pas une punition qui pourrait corriger le coupable, même pas un mal, mais la fin de tous les maux. La peine de mort n'est qu'une vengeance». Certes, écrivait-il encore, il est plus commode et meilleur marché pour les gouvernements «d'expédier les criminels dans l'autre monde, et de se servir de l'Eternité comme d'un grand cachot, que de prévenir les crimes par l'amélioration de l'éducation publique, ou de rendre les criminels meilleurs, ou moins nuisibles, à la société, dans des maisons de correction mieux organisées». Là est pourtant la solution du problème: C'est pour l'amélioration de l'éducation et des écoles, la réforme des institutions pour remédier à la misère, et celle des établissements pénitentiaires, qu'il fallait s'efforcer de «débarbariser» nos procédures, de «faire cesser la guerre sanglante de nos codes», et de «changer notre justice vengeresse en justice juste».

De son côté, bien loin de l'Europe, Livingston, disciple de Bentham, cernait parfaitement la question essentielle, celle à laquelle nous avons sans cesse à revenir, lorsque le problème de l'abolition de la peine de mort s'est posé pour le Code pénal de la Louisiane: «Que demandons-nous? Que vous abandonniez une expérience imperturbablement suivie depuis cinq ou six mille ans, modifiée de toutes les manières et sous toutes les formes qu'a pu inventer le génie de la cruauté dans tous les âges, et qui a toujours manqué son effet. Vous avez fait votre essai: il a été accompagné d'une dévastation incalculable de l'espèce humaine, d'une dégradation affligeante de l'entendement humain; il a été trouvé souvent fatal à l'innocence, fréquemment favorable aux criminels, toujours impuissant pour réprimer le crime. Vous avez à votre gré et sans obstacle poursuivi l'oeuvre de la destruction, toujours témoins de la progression des crimes et convaincus que la progression de sévérité était le seul moyen de les réprimer. Mais comment se fait-il que, n'apercevant, malgré tout, nulle relâche dans la répétition, nulle diminution dans le nombre des crimes, il ne vous soit pas venu dans l'esprit que la douceur pourrait réussir peut-être où avait échoué la sévérité?»

Personne ne songe évidemment à la douceur bêlante d'une sorte d'Arcadie où les flûtes des bergers apaiseraient et feraient disparaître les brigands, les traîtres et les homicides. Car il s'agit en réalité d'une entreprise difficile, de longue haleine, réfléchie, organisée, celle de la substitution d'un régime vraiment digne de notre civilisation, à ce régime auquel faisait allusion Arthur Koestler dans ses *Réflexions sur la potence*, en 1957, lorsqu'il décrivait «l'héritage du passé», cette pratique du «vieux code sanglant» qui multipliait la peine de mort, et rappelait «qu'au fond

de chaque homme civilisé se tapit un petit homme de l'âge de pierre», qui réclame toujours un oeil contre un oeil ou une vie contre une vie, et pense encore que seul le sang peut laver le sang. Mais il vaudrait mieux, ajoutait-il, «que ce ne fût pas ce petit personnage habillé de peaux de bêtes qui inspire la loi» d'aujourd'hui.

## II

Un peu partout la cause de l'abolition progressait au fur et à mesure que les yeux s'ouvraient mieux à la réalité, et qu'apparaissait le caractère terroriste inutile du système ancien. Cette évidence devenait si forte qu'en 1848, par exemple, elle s'imposait, en Italie, en Toscane d'abord puis dans l'Etat de Saint-Marin; en Allemagne, dans les Etats d'Oldenbourg, Anhalt et Nassau; en Suisse, dans les cantons de Fribourg et de Neuchâtel, où un député proposait l'abolition de ce qu'il appelait un «assassinat juridique», abolition qui sera prononcée en 1854. Aux Etats-Unis, la peine de mort disparaissait du Michigan, de Rhode Island et du Wisconsin en 1847, 1852 et 1853. Puis ce sera le tour de la Grèce et de la Roumanie en 1864; *du Portugal*, de la Saxe, des Pays-Bas, en 1867, 1868 et 1870; de l'Etat du Maine en 1876; des cantons suisses de Zurich en 1869, de Genève et du Tessin en 1871, des deux Bâle et de Soleure entre 1872 et 1874, et la constitution fédérale suisse du 29 mai 1874 proclamera, à son article 65: «La peine de mort est abolie, sous réserve des dispositions du droit pénal militaire en temps de guerre».

Or, tous ces pays dont la décision mérite la reconnaissance de l'humanité, — et tous ceux dont la liste s'est longuement développée depuis, — n'ont jamais montré une situation particulièrement alarmante et une recrudescence de la grande criminalité par rapport aux pays où la tradition des exécutions capitales continuait. Cette expérience étendue à l'échelle mondiale et aux pays les plus divers, confirmait le pronostic des criminalistes français Chauveau et Hélie lorsqu'ils avaient, comme ils le disaient, «dessiné les traits principaux de cet immense débat: On voit qu'il se réduit à une question de fait, disons plus, à une question de temps et d'opportunité. L'opinion de Beccaria, toujours combattue, toujours vivante, a été comme un germe que les années ont développé: érigée en loi à la Louisiane, déjà puissante dans d'autres Etats, un jour peut-être elle dominera nos codes; et notre législateur, au lieu de la combattre, se borne à en ajourner l'application»: En juillet 1867, lors d'un débat sur une proposition revêtue

de 14 000 signatures et qui demandait la suppression de la peine de mort, le rapporteur du Sénat déclarait: «Résumons les deux termes de la question, tels que votre commission les a posés, c'est-à-dire l'efficacité de la peine et la difficulté de la remplacer par une peine aussi efficace, et répétons que la solution du problème ne saurait se trouver que dans le développement de la moralité publique; elle est là et pas ailleurs».

Certes, les propositions généreuses, les esprits nobles et avancés n'ont pas plus manqué en France que dans d'autres pays <sup>(1)</sup> l'«éloquente protestation» de Jules Favre contre la peine de mort, en 1867, n'était pas entendue; mais la proposition de loi déposée le 24 janvier 1870 au Corps législatif n'était écartée en définitive, le 23 mars suivant, que par 111 voix contre 97.

Comme en Belgique la peine, bien qu'inscrite dans le Code pénal de 1867, n'était jamais appliquée du fait de la grâce royale et ne restait présente qu'à titre d'avertissement (il en alla ainsi jusqu'à un seul cas exceptionnel d'exécution en 1918, d'après le professeur Jean Constant), de même en France, le président de la République graciait méthodiquement presque tous les condamnés à mort (la proportion fut de 89% pour les années 1901 à 1905), afin d'habituer les esprits, par sa désuétude de fait, à son abolition légale <sup>(2)</sup>.

---

(1) On peut rappeler qu'en Italie ELLERO fondait, en 1861, «une revue tout exprès pour la propagation de sa foi abolitionniste»; en Allemagne, MITTERMAIER, «porte-drapeau de l'abolition», publiait en 1862 son ouvrage célèbre sur *La peine de mort*, traduit en français en 1865 et qui «fit sensation parmi les jurisconsultes»; en Suède, le livre de K. OLIVECRONA sur le même sujet, paru en 1866, réédité en 1891 et traduit en français deux ans plus tard, est encore souvent cité aujourd'hui. — Dans son exposé des motifs de 1906 à l'appui du projet français d'abolition, le Garde des sceaux GUYOT-DESSAIGNE a pu invoquer les cautions suivantes: «Au XIXème siècle, la thèse abolitionniste compte, tant en France qu'à l'étranger, de nombreux et zélés défenseurs: Béranger, Lamartine, Victor Hugo; les criminalistes Charles Lucas, Rossi, Béranger, Ortolan, Faustin Hélie; les Louis Blanc, les Schoelcher, les Jules Simon; en Italie, cette terre classique du droit criminel, les Carmignani, les Mancini, les Carrara; en Allemagne, Mittermaier, l'illustre professeur de Heidelberg, qui, partisan de la peine de mort, en devint l'adversaire le plus terrible; en Angleterre, Edward Webster et William Tallack; en Belgique, les professeurs Nypels, Thonissen et Haus; en Suède, Richard et d'Olivecrona». LACASSAGNE ne pouvait manquer d'évoquer cet illustre parrainage.

(2) Gabriel TARDE relevait à ce propos, avec sa clairvoyance habituelle, dans sa *Philosophie pénale* (4ème édition, 1905), que «le tiers parti auquel on s'est arrêté momentanément, et qui consiste à maintenir le bourreau mais à la condition de ne pas s'en servir, ou de l'occuper tout juste assez pour lui conserver une apparente raison d'être, ne saurait se prolonger outre mesure». La «profonde inégalité de traitement» qui résulterait de la distribution de l'indulgence ou de la rigueur selon les circonstances et les jurys, ne pouvait se justifier: «Il vaudrait mieux laisser au sort, suivant l'antique usage romain, le soin

Au point que George Grison, dans ses *Souvenirs de la place de la Roquette* (où avaient lieu les exécutions) pouvait ouvrir son livre sur la guillotine, en 1883, par cette protestation scandalisée: «Voilà la peine de mort abolie, de fait sinon de droit. Le jury a accordé des circonstances atténuantes à Gille et à Abadie, ces bons jeunes gens qui allaient assassiner à la campagne et qui lui riaient au nez en racontant leurs exploits. Systématiquement opposé à la peine de mort, M. Grévy vient de grâcier toute une série des plus ignobles gredins que la terre ait portés... Tous grâciés, tous!» Les exécutions étaient effectivement tombées à zéro en 1905.

Plus sereinement et comme si la France arrivait à la conclusion logique qui avait été celle de la Suisse en 1874, de l'Italie dans le Code pénal de 1889, du Brésil dans celui de 1890, et de nombre d'autres pays, le professeur René Garraud pouvait juger, dans son «Traité du droit pénal français»: «Il est des institutions qui ont été pratiquées par presque tous les peuples à certaines époques de l'histoire, sur la légitimité desquelles aucun doute ne s'élevait alors, et qui ont été condamnées par la science et emportées par la civilisation. Qui songerait aujourd'hui à défendre l'esclavage et la torture? Se passerait-il, pour la peine de mort, ce qui s'est passé pour ces institutions? Disparaîtra-t-elle, à son tour, de l'arsenal des peines? Il est certain que la peine de mort s'en va de tous les pays d'Europe; ici un peu plus vite, là, plus lentement: elle paraît reculer devant la civilisation elle-même».

La décision semblait alors mûre. En 1882, la Chambre des Députés, après un discours de Louis Blanc, avait voté les conclusions de la commission qui tendaient à l'abolition. En 1906, elle était saisie de deux propositions nouvelles et le Gouvernement, pensant alors que l'opinion était préparée à l'abolition légale, déposait le 5 novembre 1906 un projet de loi disposant, à son article 1er: «La peine de mort est abolie, excepté dans les cas où elle est édictée par les codes de justice militaire pour les crimes commis en temps de guerre». C'était donc, en somme, la même solution que celle qu'avait adoptée la constitution fédérale de 1874 en Suisse.

★

Le sort de la proposition et les événements d'alors sont d'un extrême intérêt, parce qu'ils donnent la clé du problème moderne de la peine de mort et mettent en évidence les objections encore insurmontables que son

---

d'opérer cette décimation de l'armée criminelle; au moins en aurait le courage d'avouer ainsi franchement et publiquement, que ces quelques exécutions sont un hommage rendu au principe de l'intimidation pure et simple, sans nulle complication d'idée de justice».

abolition a rencontrées dans certains pays et plus particulièrement en France, à côté de la vieille tradition de l'expiation. Lacassagne nous a très bien éclairés sur ce débat décisif et son sens, dans son livre *Peine de mort et criminalité*.

Le Garde des sceaux, M. Guyot-Dessaigne, observait justement dans son exposé des motifs que la peine de mort «est en contradiction avec l'évolution historique des peines» et qu'elle «est contraire à l'individualisation et aux principes de la politique criminelle moderne». Il relevait la progression de la commutation de la peine capitale en France, en Belgique et en Angleterre, et il exposait les «raisons de rayer de nos lois la peine de mort», en tant qu'inefficace, non intimidante, non moralisatrice, non nécessaire, contraire à la doctrine de l'amendement, non susceptible de graduation, et surtout aussi irréparable. Et il concluait qu'«ainsi envisagée à la lumière des principes scientifiques, cette pénalité ne présente aucun des caractères requis en matière de pénologie».

Le rapporteur de la commission de la Chambre des Députés, Jean Cruppi, ancien avocat général près la Cour de cassation, auteur d'un livre apprécié sur *La Cour d'assises* (1897) avait exposé avec talent la thèse des abolitionnistes, en estimant qu'il fallait «porter le débat sur le terrain de la sécurité sociale». Oui, reconnaissait-il, «la guillotine est répugnante»; son usage ne pouvait se soutenir que «si elle est indispensable à la sauvegarde publique». Or, il relevait que partout «le supplice recule devant la civilisation, et l'on voit depuis cent ans la sécurité s'accroître tandis que les pénalités s'adoucissent». En pratique, la question du châtiment suprême ne se posait plus que rarement: «Quelques assassins devenus représentatifs, par un concours de circonstances souvent puérides et indépendantes de la gravité réelle du crime, risquent seuls l'échafaud». Tout en relevant, à la lumière de la statistique, que depuis 1871 l'augmentation des meurtres était «assez inquiétante», il pensait «qu'il ne faut pas attribuer à la peine capitale une vertu magique», et qu'il convient de transformer la législation et les institutions pénales par des moyens préventifs et répressifs appropriés, permettant de «défendre l'organisme social contre les individus malfaisants, sans abdiquer aucun des principes du droit moderne, sans diminuer les garanties de la liberté individuelle, sans porter directement ou indirectement atteinte par des tortures à l'intégrité physique des délinquants». Je ne vois pas qu'on puisse mieux dire encore aujourd'hui.

Mais c'est à ce moment précis que se situent l'aggravation et l'audace croissantes de la criminalité que, par un raisonnement très généralisé mais sommaire, on met en rapport direct avec l'indulgence et la faiblesse de la répression. Dans un article sur «La question des criminels» publié dans



la Revue de philosophie en 1881, le Dr. Gustave Le Bon, invoquant lui aussi les chiffres, déclarait: «En même temps que les récidives augmentent et que sous l'influence des idées humanitaires le seul châtement vraiment redouté des criminels, la peine de mort, est de plus en plus rarement appliqué, le nombre des grands crimes augmente rapidement». Et dans ses «Souvenirs de la Roquette» Grison observait: «Les criminels raisonnent; du moment qu'ils voient qu'on grâce des condamnés à mort, ils ne craignent plus autant la justice. Le nombre des assassinats augmente donc, c'est logique».

Toutefois la question est loin d'être aussi simple et nettement tranchée qu'elle le semblait à l'examen de cette double échelle de valeurs inverses: l'accroissement frappant de la criminalité, parallèlement à la raréfaction de la peine de mort. D'abord, c'est une erreur aujourd'hui reconnue que les grands criminels dangereux craignent la peine de mort; ils la prennent plutôt en compte («mourir n'est que prendre un clystère», disait l'un d'eux), et des centaines d'exemples partout cités montrent ce qui aurait dû être évident: que ce sont les moins hardis, les moins endurcis et les moins dangereux seuls, c'est-à-dire ceux pour lesquels elle ne serait pas indispensable, qu'elle peut impressionner et faire reculer: «Qui pourrait dire que l'échafaud a arrêté un meurtrier? La certitude de la répression est le vrai ressort des lois pénales», avait justement dit le rapporteur Cruppi en 1907. Et de plus, c'était alors oublier les facteurs concomitants essentiels que les criminologues et les sociologues devaient, eux, mieux apercevoir et mettre décisivement en évidence par la suite. Dans son ouvrage sur *Le crime et la société*, en 1909, Maxwell avait déjà fait des observations significatives et qui devaient faire réfléchir du point de vue de la politique criminelle: elles expliquaient de manière très rationnelle l'augmentation des crimes accompagnés de meurtre commis notamment par les malfaiteurs du Nord et de la Drôme à côté de ceux de Paris, qui émurent si fort les jurés et leur firent multiplier les condamnations à la peine de mort: c'est que la suppression pratique de celle-ci sans qu'une peine plus sévère que les travaux forcés ordinaires lui eût été substituée, favorisait le développement de l'homicide associé au vol qualifié, puisque «l'homicide pouvait diminuer les chances de la découverte».

On comprend certes très bien la crainte, l'émotion, la réaction consécutives de l'opinion publique face à la recrudescence de tels crimes: N'oublions pas que devant les «exploits» de la «bande Garnier-Bonnot» dans la région parisienne, et devant les crimes qui terrorisaient la région du Nord, un député observait lors d'une discussion à la Chambre sur l'insécurité à Paris, qu'on «pouvait tuer à son aise après onze heures du

soir». Et à l'occasion d'une interpellation au Conseil municipal en décembre de la même année 1908, le préfet de police, Louis Lépine, déclarait que le remède se trouvait dans une répression plus sévère et plus efficace, et demandait en conclusion «la collaboration active et sans arrière-pensée de la magistrature», en formulant d'autre part l'espoir «que l'opinion publique, éclairée contre les dangers de la sensiblerie, réclamerait à la société des armes pour se défendre». Effectivement, l'augmentation des crimes de sang était telle, nous dit Laccassagne, que «la peine de mort fut prononcée 54 fois depuis qu'on parlait de l'abolir», et qu'à Douai, 34 des 36 jurés qui avaient fait partie de la Cour d'assises du Nord pour le dernier trimestre de 1907, déclaraient, dans une adresse à tous les députés et sénateurs afin qu'ils interviennent auprès du Gouvernement: «Nous croyons nécessaire de maintenir dans nos codes la peine de mort, dont l'application nous paraît indispensable dans certaines circonstances et qui, seule, semble devoir empêcher la multiplication des forfaits et peut-être le retour aux exécutions sommaires que l'on rencontre encore chez les peuples où la société est insuffisamment protégée». Après la grâce accordée au «monstre», à «l'infâme» Soleilland qui avait tué une petite fille, la mesure déborde et une véritable «tempête» éclate. Un appel est adressé à toutes les femmes pour qu'elles expriment par oui ou non si l'on doit abolir la peine de mort; plus de 70 jurys émettent des vœux en faveur de son maintien. A Marseille, le 8 septembre 1907, aux funérailles d'un commerçant tué par un anarchiste, la foule crie «vive la guillotine!» et envoie une délégation à la préfecture pour réclamer le maintien de la peine de mort.

★

Les controverses passionnées que souleva le projet d'abolition, et surtout le débat de haute tenue qui eut lieu à ce propos à la Société générale des prisons, montrent bien quelle était la division des esprits, mais aussi les raisons principales des positions adverses. Le directeur des affaires et des grâces au Ministère de la Justice (M. Bourdon) estimait que le premier devoir du législateur est de maintenir la sécurité et l'ordre public, et que, s'il était prouvé qu'on ne peut les assurer qu'en conservant la peine de mort, celle-ci devait être maintenue et appliquée. Les maîtres de la science criminelle à l'époque (les professeurs de Lamarzelle, Saleilles, R. Garraud, le Poittevin et Emile Garçon) se prononçaient pour le maintien de la pénalité suprême dans la mesure où elle leur apparaissait — plus ou moins — exemplaire et efficace: ce qui supposait d'ailleurs qu'elle fût appliquée systématiquement et réalisât la mise hors d'état de nuire. Mais ce n'était

pas le cas, observait Garçon, puisqu'il suffisait de nier pour obtenir les circonstances atténuantes au bénéfice du doute (comme le montrait le cas de Richetto qui avait dépecé deux vieilles femmes à Lyon). Ces positions et ces arguments, qui comportent du reste des constatations tout à fait justes, sont classiques et trop connues pour qu'on y insiste.

En revanche, les positions des adversaires de la peine de mort méritent qu'on s'y arrête, parce qu'elles découvrent l'autre aspect du problème et s'ouvrent sur les «horizons nouveaux» qui nous paraissent aujourd'hui plus justes parce qu'ils vont davantage au fond des réalités. Le député Reinach invoquait l'argument général du progrès de la civilisation et des mœurs, en estimant que dans cette perspective les crimes de sang ne pouvaient que diminuer (ce qu'a démenti l'apparition du «gangstérisme» professionnel de certaines grandes villes); mais il observait aussi que l'augmentation des crimes relevée depuis 1880, date d'une loi permettant l'ouverture de débits de boissons sans autorisation préalable, était en rapport avec les progrès de l'alcoolisme: cette réflexion ne saurait être trop méditée quand on sait aujourd'hui l'influence très considérable, directe et indirecte, de l'alcoolisme sur la criminalité. Albert Camus, dans ses *Réflexions sur la peine capitale*, a pris soin de la rappeler en termes très durs, en citant des chiffres, et en relevant que «le taux de responsabilité de l'alcool dans la genèse des crimes de sang est hallucinant» et que si «l'Etat sème l'alcool, il ne peut s'étonner de récolter le crime»<sup>(1)</sup>.

Me Henri-Robert, à qui l'on ne saurait dénier la connaissance du monde des prisons et des assises, confirmait que la peine de mort n'est pas redoutée des criminels et — à côté des très nombreux et célèbres exemples qu'on en connaît — évoquait le cas de ce jeune homme de 17 ans, nommé Jantron, que le président Carnot avait laissé exécuter pour l'assassinat d'une concierge et qui, avec ses complices, avait assisté à des exécutions capitales, qui ne les avaient nullement détournés du crime<sup>(2)</sup>. Quant aux criminels sadiques du type de Soleilland, bien connus aussi

---

(1) Selon Me Guillon, rappelle CAMUS, *op. cit.*, p. 155 s., le taux de responsabilité de l'alcool dans la genèse du crime pourrait être estimé à 60%; d'après le Dr. Lagriffe, il va de 41,7% à 72%. Une enquête effectuée en 1951 au Centre de triage de la prison de Fresnes, a révélé chez les condamnés de droit commun 29% d'alcooliques chroniques, et 24% de sujets d'ascendance alcoolique. Enfin, 95% des bourreaux d'enfants sont des alcooliques. «Ce sont là de beaux chiffres...»

(2) De nos jours, parmi tant d'exemples qu'on pourrait rapporter, le professeur GLUECK, aux Etats-Unis, a relaté que le fils du greffier de la prison de Sing-Sing n'a pas été arrêté par la connaissance de la chaise électrique, puisqu'il a été électrocuté lui-même à la suite d'un crime.

des annales judiciaires, ils lui paraissaient à juste titre relever de la médecine plus que de la justice. Nous y reviendrons nécessairement, quand nous pourrons, dans nos conclusions, mesurer l'affreuse ampleur que prennent ces crimes dans notre époque paraissant de plus en plus névrosée.

Le sénateur Béranger était, lui aussi, convaincu que le spectre de la guillotine — que d'ailleurs on soustrait aux regards du public depuis le décret-loi du 29 juin 1939 ayant modifié l'article 26 du Code pénal à la suite du scandale publicitaire de l'exécution de Weidmann à Paris<sup>(1)</sup> — n'est ni exemplaire, ni intimidant: il rappelait qu'un aumônier de la Grande-Roquette, qui pendant quarante ans avait accompagné les condamnés à mort à la guillotine, pensait même que «certains d'entre eux avaient été décidés au crime par la vue d'une exécution capitale».

Mais ces arguments ne furent pas entendus. C'est dans les conditions d'émotion et de crainte rappelées plus haut que la Chambre rejeta l'abolition le 8 décembre 1908 (par 331 voix contre 201). Le démenti que les faits avaient apporté au pronostic optimiste du rapporteur Cruppi l'avait fait revenir à l'avis que le maintien de la peine de mort était indispensable, et le Garde des sceaux, Aristide Briand, malgré son talent oratoire, ne put réussir à emporter l'opinion de la majorité qui s'était modifiée devant le cours des événements. «Il est juste de dire — commente Maxwell — que les assassins, avec une absence complète de tout instinct d'opportunité, avaient choisi le moment où les exécutions étaient supprimées en fait pour redoubler d'activité; jamais le mot d'Alphonse Karr n'avait trouvé meilleure justification». Et la série des exécutions recommença par une quadruple décapitation à Béthune, le 11 janvier 1909.

---

(1) LACASSAGNE disait avec force qu'il «faut supprimer cet ignoble spectacle offert à des désœuvrés et à des filles, allant sur le lieu d'exécution comme à un théâtre, et payant leurs places aux fenêtres des maisons voisines plus cher qu'à une première sensationnelle». TARDE s'élevait contre «la frivolité cannibale de la populace accourue pour se repaître de cette scène d'abattoir solennel», et s'élevait contre «les scènes écoeurantes auxquelles donnent lieu les manifestations organisées par le Tout-Paris vicieux ou criminel au pied de l'échafaud». D'OLIVECRONA rapporte que lorsqu'on exécuta, à Paris, en septembre 1889, Allorte et Sellier, «une foule considérable se pressait sur le lieu de l'exécution pour contempler ce hideux spectacle, qui, au milieu de la grande Exposition internationale, était un divertissement de plus pour les étrangers... L'agence anglaise de voyage bien connue, Cook & Co, bravant les préjugés, fit figurer l'exécution sur le programme de ses clients. Sept grandes voitures, pouvant contenir chacune quarante personnes, et entièrement pleines d'étrangers curieux de ce spectacle, attendaient de très bonne heure que l'exécution eût lieu». Charles DICKENS a pu écrire (et toutes les observations concordent à ce sujet): «Je connais à fond la vie de Londres dans toute sa corruption sans limites, et j'ose affirmer, avec la plus entière conviction, qu'il n'y a rien de tel que les exécutions publiques pour produire à bref délai une démoralisation effrayante».

Ce n'est toutefois pas par un trait d'esprit: «Si l'on veut abolir la peine de mort, que messieurs les assassins commencent!» — que l'on peut clore cet «immense débat», résoudre «cette question grave, terrible» et sous laquelle «palpite tout l'avenir social», comme l'écrivaient Chauveau et Hélie. Des leçons très instructives peuvent et doivent être tirées de ce premier échec en même temps que des expériences de l'abolition faites à l'étranger.

★

Mais il est nécessaire de dissiper préalablement *toute équivoque* dans une matière aussi grave et qui touche aux convictions profondes de chacun. Ce ne sont en effet pas la loi religieuse et la charité, aussi haut qu'on puisse les placer et que je les place moi-même, ni la confiance généreuse — et peut-être utopique — en la bonté innée de l'homme, qui sont en jeu et doivent guider le législateur. Ce sont les *réalités criminelles et sociales*, et les possibilités de la «politique criminelle» la meilleure. On en revient dès lors et toujours, en dernière analyse, qu'on le veuille ou non, à la question essentielle, qui est de savoir *si la peine de mort est nécessaire* et partant peut être tenue pour légitime en droit et moralement, comme la mort donnée l'est reconnue dans le cas de la légitime défense et de l'état de nécessité indiscutable, où le droit admet qu'un bien peut être juridiquement sacrifié à un autre sous certaines conditions.

Si donc l'examen doit être décisif, ce n'est pas en reprenant sans cesse les vaines discussions scolastiques sur la peine de mort; c'est en analysant de manière scientifique et sûre les éléments fondamentaux du problème, en se détachant de l'amas des conceptions anciennes sur la peine capitale et sa justification philosophique, pour se placer résolument dans les conditions de notre vie sociale et dans le cadre des principes criminologiques actuels. Ce n'est plus la justification en quelque sorte *mystique* de la peine de mort, mais sa véritable, sa profonde et juste *utilité sociale*, qui domine le débat. Car elle a pour ainsi dire changé d'essence, elle s'est «laicisée», et pas plus pour elle que pour la guerre, on ne saurait parler de son caractère «sacré» et quasi divin, au sens où Joseph de Maistre encore, dans ses *Soirées de Saint-Petersbourg*, considérait le bourreau, exécuteur des hautes oeuvres de justice, «l'horreur et le lien de toute association humaine», sur qui reposent toute grandeur, toute puissance et subordination, tout ordre social. Le peine capitale ne représente en effet plus, dans nos sociétés, — et j'ai eu l'occasion de le dire déjà en 1952 lors d'une proposition de réintroduction en Suisse — une sanction matérielle atroce mais en quelque sorte «sublimée» par la foi, par son «caractère d'expiation morale

auréolée de repentir et de pardon», procédant tout droit de la délégation divine et décrétée par Dieu comme le châtiment réparateur ou sauveur des fautes ou des péchés les plus graves.

Il est inutile de revenir sur cet aspect fondamental après ce qu'Albert Camus a écrit de définitif à ce sujet dans ses *Réflexions sur la guillotine*, en me faisant l'honneur de repartir de ma position et de répondre à ma question<sup>(1)</sup> sur la nécessité réelle du maintien du châtiment suprême à l'égard des criminels qui se révéleraient certainement inamendables et durablement dangereux, rebelles à toute oeuvre de prévention, de traitement éducatif ou curatif, d'éducation sociale, et dont l'«élimination» semblerait donc indispensable pour empêcher par un mal regrettable, l'exécution, des maux bien plus grands, c'est-à-dire la continuation d'assassinats ou de crimes graves et de caractère «professionnel». Il faut cesser en effet, estimait Camus, «de disputer éternellement sur les bienfaits ou les ravages de la peine de mort à travers les siècles ou dans le ciel des idées» et «nous définir ici et maintenant, en face du bourreau moderne». La foi dans l'immortalité de l'âme a permis au catholicisme de poser le problème de la peine de mort en termes très différents de ceux de la controverse actuelle, et de la justifier. Mais quel sens cette justification peut-elle avoir encore dans une société qui, par ses institutions et par ses moeurs, est de plus en plus «désacralisée»? «Lorsqu'un juge athée, ou sceptique, ou agnostique, inflige la peine de mort à un condamné incroyant, il prononce un châtiment définitif qui ne peut être révisé. Il se place sur le trône de Dieu sans en avoir les pouvoirs, et sans d'ailleurs y croire. Il tue, en somme, parce que ses aïeux croyaient à la vie éternelle. Mais la société, qu'il prétend représenter, prononce en réalité une pure mesure d'élimination, brise la communauté humaine unie contre la mort»...

Au surplus, il est bien difficile sinon vain de parler encore de l'*exemplarité* du dernier supplice: on n'exécute plus qu'à l'intérieur des prisons, à des heures tenues secrètes et devant un petit nombre de spécialistes sélectionnés. Que reste-t-il alors de l'intimidation suprême? Une pénalité connue seulement «par oui-dire et, de loin en loin, la nouvelle d'une exécution maquillée sous des formules adoucissantes. Comment un criminel futur aurait-il à l'esprit, au moment du crime, la menace d'une sanction

---

(1) A. CAMUS, *op. cit.*, pp. 167 à 173, et 131 à 135. Quant à la position du problème et à ma question finale, voir: «Le problème de la peine de mort et sa réapparition en Suisse», *Revue de criminologie et de police technique*, Genève, 1952, No 1, ad VI: Esquisse d'une solution répondant aux besoins et aux idées de notre temps, chiffres 27 ss., et plus spécialement la conclusion, chiffre 34, pp. 107 à 114.

qu'on s'ingénie à rendre de plus en plus abstraite)? Et «qui espère-t-on intimider par cet exemple sans cesse dérobé, par la menace d'un châtimement présenté comme doux et expéditif, et plus supportable en somme qu'un cancer, par ce supplice couronné des fleurs de la rhétorique?»

### III

Nous pouvons donc répondre ainsi à *la question véritable* qui peut se poser, en retournant à l'expérience contemporaine. Celle de *la Suisse* est d'un intérêt démonstratif particulier. En effet, la théorie s'y est affrontée aussi aux réalités, et celles-ci sont apparues convaincantes. L'article 65 de la constitution fédérale de 1874 abolissant la peine de mort (sous réserve des dispositions du Code pénal militaire en temps de guerre), n'avait pas été une disposition répondant à un vœu populaire général, mais un geste exemplaire et une sorte de «profession de foi» du législateur; il sembla d'ailleurs que, ce faisant, notre pays s'était «exposé au danger de marcher trop vite dans la voie du progrès». On ne doit pas craindre de souligner l'objection, si l'on veut que la réponse des faits ait quelque valeur.

Or, ainsi que l'écrivait le professeur d'Orelli, à Zurich, en 1879, après que la décision de principe de 1874 eut été remise en cause dans une partie de notre pays, «le peuple suisse n'avait pas demandé ce changement, mais les champions du progrès ne voulurent pas perdre cette occasion de remporter une nouvelle victoire et de montrer au monde que la Confédération suisse marche, sous tous les rapports, à la tête de la civilisation». Qu'il nous soit permis de le dire franchement, ajoutait-il, cet article 65 était «un article de luxe, destiné à orner la constitution, produit d'une fluctuation momentanée, d'une théorie à la mode». Quoi qu'on pût penser de la légitimité ou de l'illégitimité de la peine de mort, cette abolition lui paraissait «tout au moins prématurée: Elle ne répond encore ni à l'état de civilisation du pays, ni au progrès des institutions pénitentiaires. Que les condamnations à mort soient rares (comme c'était effectivement le cas en Suisse avant 1874); que la peine soit commuée en détention perpétuelle ou à long terme toutes les fois qu'il y a le moindre doute sur la culpabilité du condamné; que l'exécution se fasse à l'intérieur des prisons, en présence de témoins, voilà ce qui était désirable et aurait été excellent. Mais la suppression de la peine était une mesure trop subite et trop radicale. Elle ôtait une peine sans donner aux cantons un équivalent».



En effet — et c'est ce qui fait le prix de l'expérience — dans les années 1876 à 1878, une série de crimes atroces vint «exciter et révolter l'opinion publique»: il semblait bien que l'abolition de 1874, propre à réjouir les amis de l'humanité, l'était aussi à encourager les criminels. A la suite de cette épidémie de crimes graves dans diverses régions de la Suisse, plusieurs pétitions demandèrent au Gouvernement fédéral la réintroduction de la peine de mort et, à l'automne de 1878, l'assemblée de la Société suisse pour la réforme pénitentiaire s'étant réunie à Lausanne afin de discuter le problème des établissements de détention pour les condamnés à perpétuité et les malfaiteurs dangereux, un vaste débat s'ouvrit au sujet de l'abolition, débat qui passionna non seulement la Suisse, mais aussi l'étranger <sup>(1)</sup>. Bien que le Conseil fédéral proposât raisonnablement, au vu des chiffres portant sur les années de 1851 à 1873, puis de 1874 à la fin de 1878, de ne pas entrer en matière sur la «motion» de rétablissement, un laps de temps insuffisant s'étant écoulé pour juger les résultats de l'abolition, l'avis du peuple et des cantons fut finalement demandé: A la votation du 18 mai 1879, la majorité se prononça en faveur du retour facultatif à l'état antérieur pour les cantons qui le désiraient. Ce vote de principe acquis (par 200 885 voix contra 181 599, et l'avis de 13 cantons et 4 demi-cantons contre 6 cantons et 2 demi-cantons), 9 cantons et 2 «demi-cantons» seulement sur les vingt-cinq Etats suisses, représentant 24,5% de la population totale, rétablirent la peine capitale, sauf en matière politique où elle a toujours été et est restée interdite depuis la constitution de 1848. Ainsi s'explique «ce fait très remarquable qui attira l'attention générale» et qui fut commenté dans des sens très divers, du rétablissement partiel de la

---

(1) Un rapport du rédacteur de la «Bibliothèque universelle et Revue suisse», TALICHET, releva que l'abolition était prématurée, qu'elle augmenterait le nombre des grands criminels et provoquerait des dangers considérables. Le criminaliste PFOTENHAUER publia des *Aphorismes sur la peine de mort* pour la justifier, tandis que le réputé professeur HILTY, de Berne, écrivit une *Discussion sur la réintroduction de la peine de mort* (ces deux publications sont en langue allemande), toute de modération et d'impartialité. Bien que reconnaissant à l'Etat le droit de statuer la peine de mort, il estimait «qu'un peuple civilisé peut s'en passer», et doutait que l'augmentation des crimes «soit une conséquence de l'abolition». La Gazette de Lausanne du 24 avril 1897 reproduisait une lettre de Victor Hugo à un citoyen vaudois de Lutry, affirmant, de manière plus généreuse que convaincante: «Jamais la réaction ne produira ce miracle de faire d'une république le dernier des peuples. Conserver l'échafaud, c'est de la barbarie; le rétablir, ce serait de l'imbécillité. Je ne doute pas du peuple suisse»... Ont rétabli la peine de mort: les demi-cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures et d'Obwald, et le canton d'Uri, en 1880, les cantons de Schwyz et Zoug en 1881 et 1882, de Saint-Gall, Lucerne et Valais en 1893, et de Fribourg en 1894.



peine de mort si peu après son abolition, dans notre pays. Mais ce qui nous importe ici, c'est la *signification* de ce phénomène et ses résultats.

On me permettra de résumer les leçons de cette exceptionnelle expérience <sup>(1)</sup>. Il ne faut pas oublier d'abord que malgré l'alarme causée par cette première «vague homicide» après l'abolition légale de 1879 — analogue à celle qui inquiéta la France après l'abolition de fait en 1905 et 1906, — les cantons qui rétablirent la peine de mort, à titre de «menace» surtout, n'y recoururent que très peu, et même certains, pas du tout: elle ne leur parut donc nullement nécessaire en réalité. Quant à ceux qui l'appliquèrent, ce ne fut que dans quatre cas de 1879 à 1919, année où mourut aussi, à l'âge de 78 ans, le dernier «bourreau suisse» (Théodore Mengis, de Rheinfelden, descendant d'une famille ayant exercé ces fonctions dès 1562). D'autre part, l'un des maîtres les plus expérimentés du système pénitentiaire suisse, le directeur Hurbin, du pénitencier de Lenzbourg, dans une étude parue en 1893 <sup>(2)</sup>, arrivait à conclure le débat «dans la pleine conscience qu'on peut, sur la base de l'expérience, se passer de la peine de mort». Et lors des travaux de la commission d'experts en vue de l'élaboration du Code pénal suisse, les deux directeurs d'établissements pénitentiaires les plus réputés de notre pays, ceux qui connaissaient le mieux les grands criminels et pouvaient se prononcer sur leur redoutabilité et la nécessité de l'élimination, Hurbin et Guillaume, se montrèrent résolument hostiles à la peine capitale.

Effectivement, la Suisse revint rapidement à une situation normale, et les cantons ayant maintenu l'abolition n'eurent pas à souffrir d'une criminalité plus grave ou plus élevée que ceux qui avaient rétabli la peine de mort, et ne ressentirent nullement la nécessité de la rétablir aussi comme ils en auraient eu le pouvoir. Lors de la rédaction de l'avant-projet du Code pénal suisse en 1892, son auteur, le professeur Carl Stooss relevait que la peine de mort n'avait plus été appliquée une seule fois en Suisse depuis vingt-quatre ans, même pour les crimes les plus graves, et que «cette désaffectation revenait à une abolition de fait». Dans le canton du Valais par exemple, comme j'ai pu le vérifier, la peine de mort n'a pas été exécutée une seule fois en cent ans, de la dernière exécution en 1842 jusqu'à

---

(1) Je renvoie à mon rapport pour la «Royal Commission on Capital Punishment» de Grande-Bretagne, «Le système légal de l'homicide en droit suisse», publié dans la *Revue de droit pénal et de criminologie*, Bruxelles, 1951, pp. 353 ss., spécialement au chap. V. Conclusions: Les résultats de l'abolition de la peine de mort et du régime actuel; résultats cités notamment par J. BLOCH-MICHEL dans l'Appendice aux *Réflexions sur la peine capitale*.

(2) J. HURBIN, «Die Todeswürdigen Verbrecher in der Strafanstalt», dans la *Revue pénale suisse*, 1893, p. 433.

l'entrée en vigueur du Code pénal suisse en 1942: les deux condamnations prononcées par un tribunal d'arrondissement en première instance ont été commuées en réclusion perpétuelle par la Cour cantonale.

Aussi le Conseil fédéral, dans son Message du 23 juillet 1918 aux Chambres fédérales à l'appui du projet de Code pénal, proposa-t-il, après un débat très instructif à la Société suisse des Juristes lors de sa 50ème assemblée générale en 1912 <sup>(1)</sup>, l'exclusion de la peine de mort en dehors du Code pénal militaire, pour certains crimes très graves et limités, commis en temps de guerre (art. 27). Relevant que de bonnes raisons pour ou contre la peine de mort peuvent être invoquées mais que «la conviction de chacun est déterminée essentiellement par des considérations instinctives plutôt que raisonnées», il se déclarait adversaire de la peine de mort pour deux raisons majeures: D'abord, «c'est qu'elle nous paraît être une peine barbare et choquante pour une conscience affinée; elle a pour effet non seulement de supprimer un criminel, mais d'anéantir un être humain peut être susceptible d'amendement et, par là, elle est en contradiction avec le sens éducateur des peines en général». Mais de plus et surtout, «elle n'est pas une arme dont on ne puisse se passer dans la lutte contre le crime. Le fait que la peine de mort est restée abolie dans la grande majorité des cantons interdit, à lui seul, de la prévoir dans le Code pénal suisse. Les exigences de la sécurité publique, d'autre part, n'obligent pas le législateur à inscrire cette peine parmi celles du projet; la sécurité publique n'a nullement été compromise dans les cantons qui n'ont pas la peine capitale. En outre, les réformes prévues en ce qui concerne l'exécution des peines sont de nature à renforcer de manière suffisante la protection accordée contre les criminels dangereux».

★

On peut assurer que durant le débat suisse qui se prolongea pendant des années, puisque l'avant-projet du Code pénal date de 1892/1893 et que le Code ne fut finalement adopté par les Chambres que le 21 décembre 1937, tous les arguments pour et contre la peine de mort ont été invoqués et discutés. On s'est inspiré du passé, des expériences cantonales, des

---

<sup>(1)</sup> Discussion sur la base de rapports détaillés du Procureur général de la Confédération KRONAUER, et du professeur genevois P. LOGOZ mon maître, qui devait être le rapporteur de langue française du Code pénal suisse au Conseil national (Chambre des Députés). Voir les rapports sur «La peine de mort et l'unification du droit pénal en Suisse», dans la *Revue de Droit suisse*, en 1912, pp. 503 ss. et 557 ss.

exemples étrangers, notamment de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Italie, de l'Angleterre et des Etats-Unis. On a fait entendre les voix de la doctrine ancienne et moderne, de Saint Augustin à Joseph de Maistre, de Stahl, Ihering, Holtzendorff et Berner à Lombroso. On a cité les statistiques étrangères, évoqué les grands procès criminels d'alors, comme ceux de Landru en France, du Vampire de Dusseldorf en Allemagne, de Sacco et Vanzetti aux Etats-Unis; on a fait état des différentes solutions législatives mondiales et de leurs fluctuations.

Parmi les nombreux arguments qu'on peut invoquer en faveur de la peine de mort, relevaient ses partisans, doit être reconnue d'abord comme ayant «une valeur décisive et péremptoire» — à côté des arguments traditionnels de la légitimité et de l'expiation <sup>(1)</sup> — «la nécessité pour la société de se défendre, et pour l'individu le droit à une protection efficace. Cette nécessité est de nos jours plus grande que jamais. Rien n'arrête plus le criminel dans l'exécution de ses desseins. Les crimes augmentent avec le cynisme et l'ingéniosité du mal poussé à son extrême. La réclusion, même à vie, n'est plus suffisante. Seule la peine de mort peut répondre à cette nécessité». Seule aussi elle répond aux exigences de la justice distributive, car «seule elle est proportionnée à certains crimes particulièrement atroces. La réclusion, même à vie, ne satisfait pas toujours la justice et son but, qui est l'expiation, aussi bien que l'amendement du coupable». On ne voulait ignorer ni les arguments opposés ni l'extension du mouvement abolitionniste. Mais les défenseurs du maintien estimaient qu'en présence de l'endurcissement général des mœurs (Verrohung) accentué par la guerre mondiale (la première), et de l'accroissement extraordinaire des «meurtres effroyables», il était impossible de renoncer à ce moyen d'intimidation. Sa nécessité avait été reconnue dans le Code pénal militaire, et justifiée par l'importance du but d'intérêt commun à atteindre: Ne pouvait-on dire la même chose du Code pénal ordinaire? «Ici aussi le coupable doit être sacrifié à la communauté pour atteindre au but légitime qui est d'élever le peuple et de protéger les faibles».

Mais la nécessité, l'utilité et l'efficacité pratiques de la peine de mort ont été énergiquement niées non seulement d'après les exemples étrangers, mais d'après l'expérience même de notre pays: Que les partisans de la peine de mort «indiquent des chiffres nous prouvant qu'il y a moins d'assassinats dans les cantons où la peine de mort existe que dans ceux où elle n'est

---

(1) Nous avons résumé ces débats, ainsi que celui de 1912 à la Société suisse des Juristes dans notre étude sur *Le problème de la peine de mort et sa réapparition en Suisse*, 1952 *loc. cit.*, pp. 43-96.

pas prévue. Si l'on pouvait étendre cette comparaison, qu'on nous dise s'il y a moins d'assassinats dans les pays où la peine de mort est prévue que dans ceux où elle est appliquée». Au contraire, en Allemagne, où elle était alors encore inscrite dans la législation, et en France, «le nombre des assassinats est proportionnellement plus grand qu'en Suisse, où les trois-quarts du pays ne la connaissent pas et où le reste ne l'applique presque jamais. Dans les cantons de Genève, Zurich et Bâle, qui l'ont abolie, leur nombre n'est pas plus grand que dans les cantons qui l'ont maintenue et qui pourtant sont moins peuplés. Les exécutions dans ces derniers, notamment à Lucerne, n'ont pas empêché la survenance d'autres assassinats». Qu'on se souvienne aussi que Lucheni, l'assassin de l'impératrice Elisabeth d'Autriche à Genève, en 1898, condamné à la réclusion perpétuelle et qui se pendit accidentellement dans sa prison, regrettait de ne pas être jugé à Lucerne où existait la peine de mort, et répondait au président de la Cour d'assises qui lui demandait s'il se repentait ou s'il recommencerait au cas où son acte serait à refaire: «Oui, je le referais, j'ai réussi, je suis content»<sup>(1)</sup>. Ainsi notre exemple, relevait-on dans le débat, rejoint et corrobore les expériences étrangères, dont nombre de traits ont été rappelés, comme notamment le cas bien connu de la doctrine, de cet aumônier de la prison de Bristol, en 1886, qui avait eu à accompagner au dernier supplice, pendant son ministère, 167 condamnés à mort — dont 164 avaient été témoins d'une exécution capitale au moins, ce qui ne les avait pas effrayés ni détournés du crime. Si donc l'intimidation joue sur les honnêtes gens, qui n'en ont pas besoin, son influence est nulle, pouvait-on affirmer, sur ceux auxquels précisément elle serait nécessaire, mais qui sont endurcis ou se fient à leur habileté ou à leur bonne étoile.

En définitive, le Conseil fédéral déclarait devant les Chambres, par la voix du Chef du Département fédéral de Justice (le conseiller fédéral Haeberlin), qu'il était «après comme avant» adversaire de la peine de mort. Certes, il convenait de discuter et de résoudre en toute sérénité «ce grand problème touchant aux sentiments profonds» mais qui, s'il était «d'une haute importance du point de vue moral et éthique, ne l'était pas du point

---

(1) Quant à la réaction profonde, instinctive et malsaine du public en présence de la peine de mort, un témoin genevois a rapporté que lors de l'assassinat de l'impératrice d'Autriche par Lucheni, un «respectable intellectuel» qui était venu en apporter la nouvelle dans sa famille, avait ajouté: «Je voudrais tenir le coupable et l'arroser de pétrole pour le griller devant tout le monde. C'est tout ce qu'il mérite». A Lucerne, au contraire, le plus grand de ses magistrats, Philippe-Antoine de Segesser, s'opposa à la peine de mort et obtint la grâce du condamné Mattmann, en 1885, en déclarant qu'il ne voulait pas «paraître devant le siège du Juge suprême avec du sang sur ses mains».

de vue pratique». Politiquement, le Conseil fédéral ne pensait pas que l'exclusion définitive du «Blutsrecht» (droit du sang) de notre Code, dût provoquer son rejet. Moralement, l'exclusion lui paraissait souhaitable, parce que le sang appelle le sang et que l'endurcissement général, le mal fait par là à notre peuple, serait bien supérieur à l'avantage qu'on pourrait retirer du maintien de la peine de mort. <sup>(1)</sup>. Cette constatation vaut de toute évidence, pour tous les pays et s'est aussi vérifiée en France. Pratiquement d'ailleurs, la peine de mort n'était pas nécessaire, comme le montrait la comparaison entre les cantons qui l'avaient abolie et ceux qui, l'ayant conservée, n'en avaient fait qu'un usage extrêmement rare et ne l'avaient appliquée «qu'à contre-cœur et avec les plus grandes hésitations» <sup>(2)</sup>. Enfin,

---

<sup>(1)</sup> On ne saurait manquer de rappeler l'horrible exécution capitale, sur la Place Neuve, à Genève, le 25 mai 1861, devant 10000 personnes rassemblées, de l'herculéen Vary, dit «l'Espagnol», qui avait assassiné un homme, une femme et un enfant. En se débattant, il fit basculer la machine et glisser le couperet, qui le «scalpa» au niveau de l'arcade sourcillière et faillit couper les mains du bourreau. Au milieu des huées et des sifflets de la foule, le malheureux «Monsieur de Rheinfelden», décontenancé, levait les yeux au ciel, et demanda aux représentants de l'autorité: «Faut-il couper plus bas?», — tandis qu'enfin le corps du supplicié, «transformé en gerbe sanglante», s'effondrait sur le plancher de l'échafaud, «jeté pesamment comme le ferait un boucher pour un veau abattu». Une brochure parue alors parmi d'autres, intitulée *Plus d'exécution capitale à Genève!* relevait que «le vrai coupable, c'est la loi pénale, et le siècle qui l'a dicté, et que jamais cette tache ne pourrait être lavée, fût-ce par toutes les eaux du lac. Quant à l'exemplarité et aux «conséquences morales» les témoignages ont rapporté que pendant le supplice des filous qui «n'auraient eu qu'à tendre la main pour toucher à l'outil du supplice, chaud de sang humain», ont «exercé leur industrie» et «néanmoins, sans peur du châtiment, soutiré mouchoirs montres et porte-monnaie» (constatation jadis déjà faite en Angleterre... après qu'on eût décidé que les «tire-laine» seraient pendus!). D'autre part, «à la vue du supplicié mal tué, trépané, massacré» quelques spectateurs s'étaient écriés, à l'adresse du bourreau: «Ah! le gredin, il l'a manqué, il faudrait qu'il y passât lui-même, il faudrait le tuer!» Et quelques voix répétèrent comme un écho «Tuons-le! Tuons-le!». Le témoin qui rapporte ces faits immédiatement après, ajoute: «Si la menace ne s'est pas réalisée, c'est que la foule était trop compacte, qu'elle n'a pu être fendue sur le champ par les spectateurs indignés», et il commente: «Après ces paroles textuelles, s'il était besoin à Genève d'une preuve de plus pour rendre palpable l'erreur de ceux qui parlent de l'influence salutaire des exécutions, de l'horreur qu'elles jettent dans les masses pour le sang, pour le crime, de la moralité qu'elles laissent après elle, ce serait à désespérer de la civilisation». La dernière exécution capitale à Genève, celle d'Elcy, qui avait commis un assassinat au jardin des Bastions, eut lieu le 24 avril 1862.

<sup>(2)</sup> L'assassin Abegg fut exécuté à Schwyz, le 22 mai 1894, par une personne restée anonyme, masquée et déguisée. Au Conseil national, pour clore le débat de 1928, le député Adrien Lachenal, de Genève, résumait ainsi la question: «Tout a été dit et répété: La puissance de ce châtiment, sa force exemplaire, son caractère suprême, on a même invoqué le talion! Tous ces arguments, non seulement ne me convainquent pas, mais je ne comprends

la réclusion perpétuelle pour les assassins, c'est-à-dire pour ceux qui d'après notre Code (art. 112) tuent dans des circonstances ou avec une préméditation démontrant qu'ils sont «particulièrement pervers ou dangereux» — seul cas où la privation de liberté à vie est obligatoire en Suisse en l'absence de l'une des circonstances atténuantes légalement déterminées à l'art. 64, — semblait devoir suffire comme substitutif de la peine de mort éliminatrice.

Et bien que, même en cas de réclusion perpétuelle, la libération conditionnelle puisse être obtenue, à la condition d'une bonne conduite et d'un pronostic favorable, au bout de 15 ans (art. 38, chif. 1, al. 2), le châtiment suprême a été rayé finalement du catalogue des peines du Code pénal suisse aussi bien au Conseil national (en mars 1928, par 144 voix contre 38), qu'au Conseil des Etats (en juin 1931, par 22 voix contre 14). Les dernières exécutions capitales ont eu lieu dans les cantons de Zoug et d'Obwald, en 1939 et 1940, sans que notre pays eût à pâtir de l'abolition ni à revenir sur sa décision, comme nous aurons à le voir dans nos conclusions.

#### IV

Cette expérience que nous avons faite, et qui constitue une *démonstration irrécusable par les faits*, d'autres pays l'ont faite aussi, et je voudrais rappeler certains témoignages qui corroborent pleinement notre expérience, à la lumière d'autres statistiques et d'autres résultats. Après avoir participé aux colloques internationaux sur la peine de mort, en avril 1960 à Athènes et en juin 1961 à Royaumont, où les expériences ont été confrontées, la démonstration me paraît si convaincante, qu'elle est de nature à lever les hésitations et réserves que j'avais exprimées moi-même en 1952, alors que la proposition de rétablissement avait été faite dans notre pays, à la

---

pas qu'on puisse s'y arrêter une seconde, car il n'y en a pas un seul qu'on ne puisse réfuter immédiatement par les faits. Mais ce qu'on n'a pas dit... c'est le caractère profondément — passez-moi l'expression — macabre, grotesque et ridicule de son application en Suisse; c'est la désuétude, l'extinction de l'état abhorré du bourreau, qui a disparu de même que l'hygiène et la civilisation ont tout naturellement chassé les lépreux et les pestiférés du moyen âge». Il rappelait «l'abominable scandale d'il y a deux ans, cette chasse éhontée à un malheureux bourreau novice, mais de bonne volonté, cette recherche clandestine d'une guillotine qui ne soit pas vermoulue» (faisant apparemment allusion à l'exécution de l'assassin Bernet, dans le canton d'Uri).

suite de l'émotion causée par une série de nouveaux crimes ayant réveillé les craintes du public et la foi un peu aveugle dans l'efficacité du talisman protecteur de la peine de mort, comme nous aurons à le revoir encore.

Tous les auteurs attentifs au problème de l'abolition — et Me Naud aussi bien que M. Bloch-Michel l'ont fait notamment dans leurs ouvrages en France — ont rappelé les résultats des enquêtes faites en Angleterre en 1929-1930, puis de 1949 à 1953 par la Commission Royale instituée par le Ministre de l'Intérieur (M. Chuter Ede) pour obtenir la plus vaste et la plus sûre documentation possible sur les rapports entre la criminalité et la peine de mort, enquête que les Nations Unies ont reprise à leur tour sur le plan mondial, on le sait, après une résolution de l'Assemblée générale en novembre 1959<sup>(1)</sup>. Les Anglais avaient en effet constaté eux-mêmes que l'application de la peine de mort était sans influence sur le nombre des crimes dont elle devait être la sanction intimidante et décisive, comme le montrait par exemple le fait que malgré la rigueur impitoyable de la sanction, les meurtres avaient passé de 123 en 1951 à 136 en 1953, soit une augmentation de 9%.

Parmi les réponses toutes fondées sur l'expérience on peut citer les résultats suivants: en *Hollande*, depuis 1850, date de l'abolition pratique de la peine de mort (légalement supprimée en 1870), «il est définitivement établi que l'abolition n'a pas eu pour résultat un accroissement ou une aggravation de la criminalité». En *Belgique*, d'après les chiffres déjà cités par le Garde des sceaux de France lors de la discussion de la proposition d'abolition en 1906, il y avait 20 condamnations en 1860; après l'abolition de fait résultant de la commutation régulière par grâce royale depuis 1863, il n'y en eut en moyenne que 11 jusqu'en 1879, et 8 après 1880, alors que pourtant la population n'avait cessé de s'accroître; et d'après la réponse officielle à l'enquête de la Commission Royale de 1949-1953, «depuis que la commutation de la peine de mort est entrée dans la pratique, on n'a observé aucune augmentation de la criminalité qui puisse être attribuée au fait que la peine capitale n'ait plus été exécutée».

En *Allemagne* on relevait, avant 1949, date de l'abolition, 68 crimes passibles de la peine de mort pour les années 1947 et 1948, et 42 seulement qui l'eussent été après, en 1950 et 1951. En *Italie*, où la peine de mort

---

(1) Résolution du 20 novembre 1959 (1396/XIV), invitant le Conseil économique et social à prendre les dispositions nécessaires pour une étude de la peine capitale, des lois positives et de la pratique des différents pays à ce sujet, de ses effets et de ceux de son abolition sur le taux de la criminalité, résolution adoptée par le Conseil dans sa séance plénière du 6 avril 1960 (747/XXIX).



abolie en 1890 avait été rétablie en 1931 sous le régime fasciste, puis a été abolie de nouveau en 1944, le nombre des homicides de toute nature avait graduellement diminué après la première abolition, passant d'une moyenne annuelle de 10,6 pour 100 000 habitants en 1880, à 3,5 en 1920. Bien que la seconde abolition ait coïncidé avec une «période de pointe» de la criminalité, soit 13 pour 100 000 habitants en 1945, celle-ci tomba rapidement à 8,8 en 1947, et à 6,9 en 1949.

«La première diminution doit évidemment être mise au compte du progrès social (estime M. Bloch-Michel); la seconde, au retour à la normale après la guerre et la défaite. Mais quelles qu'en soient les causes, l'abolition de la peine de mort n'a pas arrêté la chute de la moyenne annuelle des crimes». Il n'est pas douteux qu'en Allemagne comme en Italie, l'abaissement du taux de la grande criminalité après l'abolition de la peine de mort «reflète le retour à des critères de vie normaux». Cependant, ce qui est à noter, c'est que ces deux pays «se sont engagés dans une période d'abolition au cours d'une période chaotique, au moment où le taux de criminalité était en pointe», cela précisément pour ramener les esprits à des conditions et à une mentalité plus humaines et moins brutales, alors qu'il était facile de prétendre, comme les partisans de la peine de mort le font toujours et un peu partout — notamment en France comme on l'a fait en Suisse, — que «l'abolition serait prématurée» et que le moment «ne serait pas propice pour une expérience de ce genre».

Quelle est l'expérience des pays nordiques? En *Norvège*, la peine de mort a été abolie en 1905, et elle n'était d'ailleurs plus appliquée depuis 1875: «L'expérience a été couronnée de succès» et d'après les indications de 1930, «elle a confirmé le point de vue selon lequel l'abolition de la peine capitale ne provoque aucune augmentation du nombre des meurtres». C'est ce qui a été corroboré en réponse à l'enquête de la Commission Royale anglaise: «Rien n'indique que l'abolition de la peine de mort ait conduit à une augmentation quelconque du nombre des homicides, des crimes accomplis par violence, ou des attaques contre le personnel des prisons». En *Suède*, où la peine capitale a été abolie en 1921 et où elle n'était d'ailleurs plus appliquée depuis 1910, «on peut affirmer que le point de vue selon lequel l'Etat n'a pas besoin de la peine de mort pour assurer sa propre protection n'a pas été contourné par l'expérience». Les statistiques soumises à la Commission Royale anglaise ont montré qu'au cours des cinq années précédant l'abolition (entre 1916 et 1920), 32 personnes furent reconnues coupables de meurtre, dont 16 furent considérées comme démentes; au cours des cinq années qui suivirent l'abolition, 30 personnes furent reconnues coupables de meurtre, dont 17 considérées comme démentes, et l'on peut



donc affirmer, avec le professeur Strahl, que «selon l'opinion la plus répandue, l'abolition de la peine de mort n'a provoqué aucune augmentation du nombre de crimes» (1). Au *Danemark* enfin où la peine capitale, tombée en désuétude depuis 1892, a été abolie en 1933, on a constaté que «la criminalité grave est en diminution depuis qu'elle n'est plus appliquée»: cela évidemment, non par ce simple fait, mais du fait de la moralité générale, de l'éducation, des conditions économiques et sociales, et des méthodes d'action appropriées pour éliminer les facteurs criminogènes et la grande criminalité.

Qu'on ne dise pas que si la peine de mort a pu être abolie sans dommage dans tant de pays, c'est parce que l'expérience de nombreuses années avait démontré qu'elle était devenue inutile puisqu'elle n'était plus appliquée. Ce raisonnement, pour fréquent qu'il soit, est superficiel et tout à fait spécieux. L'abolition pratique n'aurait-elle pas été de nature, au contraire, à encourager ou attirer les criminels, qui partout sont pareillement sensibles à la tentation du crime, aux sollicitations de la violence, de la vengeance, du désir et de la cupidité? Un tel renversement des prémisses de la démonstration prétendue ne peut constituer qu'un paradoxe, auquel il est vain de s'attarder. Car il est évident que si la peine capitale, bien qu'existant toujours comme menace dans la loi, n'était plus appliquée, c'est parce que *cette application* apparaissait inutile et n'apportait aucun progrès, ce dernier découlant non de la crainte de la guillotine, du glaive ou du gibet (2),

---

(1) La statistique comparée suédoise pour les années précédant et suivant immédiatement l'abolition est intéressante aussi en ce sens qu'elle rejoint tout à fait l'expérience semblable faite en Suisse, dans le canton d'Argovie, avant et après la suppression de la peine capitale en 1879: en dix ans, soit de 1864 à 1873, où elle existait, il y avait eu 11 cas passibles de mort; après sa suppression, 11 cas encore pendant les dix années suivantes, donc pas d'augmentation; et 5 seulement dans les dix dernières années, donc diminution. De telles constatations ont évidemment beaucoup plus de prix que les arguments théoriques sans cesse répétés.

(2) J. BLOCH-MICHEL, «La peine de mort en France», *op. cit.*, p. 215. — La fausseté du raisonnement invoqué éclate à l'évidence si, comme il faut toujours le faire, on se rapporte aux *réalités*, qui permettent de constater par exemple qu'en France, la peine de mort avait presque cessé d'être appliquée à certaines époques, pas du tout parce qu'elle pouvait paraître inutile au vu du recul de la criminalité et à cause de l'amélioration de la moralité générale, mais au contraire *en dépit de la criminalité* que l'indulgence irréflectie (et les hasards) des jurys *maintenait et favorisait précisément*. L'exemple de l'année 1930 est particulièrement démonstratif. J'ai rappelé, lors de la discussion exhaustive sur le Jury et les tribunaux d'échevins à la 73<sup>ème</sup> assemblée générale de la Société suisse des Juristes en septembre 1938, à Genève, qu'en janvier 1931 le journal *Excelsior* avait publié le tableau des principaux *acquittements*, et pour les crimes de sang seulement, pendant *une année* judiciaire. Ils se montaient à 23, parricides et uxoricides compris (dont par exemple deux soeurs qui avaient étouffé leur père âgé de 76 ans, une femme qui tua deux

mais de l'amélioration des conditions générales favorisant la disparition de la criminalité, bien connues aujourd'hui de tous les sociologues et criminologues. A l'argument un peu simpliste de ceux pour qui l'exemple des pays ayant aboli la peine de mort n'est pas convaincant «parce qu'ils l'avaient supprimée en fait avant de la supprimer en droit», on a déjà répondu: «Que ce soit de fait ou de droit, il est prouvé que la suppression de la peine de mort n'agit pas sur les courbes de la criminalité», et les exemples favorables de la suppression (de fait ou de droit) dans tant de pays divers — on pourrait sans doute en ajouter bien d'autres dans notre liste, comme la Finlande, l'Islande, le Portugal — devrait entraîner à les suivre.

★

Arrêtons-nous pour terminer aux *Etats-Unis*, où le professeur Sellin a fait des études approfondies et universellement connues sur la criminalité comparée de divers Etats voisins ayant aboli la peine de mort, avec certains autres qui l'ont conservée et l'appliquent, situation permettant une comparaison et des conclusions sûres, comme en Suisse. Les résultats y corroborent ceux qui viennent d'être rapportés: «Les courbes de la criminalité sont très semblables dans les Etats qui ont aboli la peine de mort et dans ceux qui l'ont maintenue. La comparaison est d'autant plus intéressante que les uns et les autres ont le même climat, les mêmes occupations, et des populations identiques». Alors que par exemple les Etats de Colorado et de Missouri n'ont jamais aboli la peine de mort, et que celui de Kansas, qui l'avait abolie en 1887, a cru devoir la rétablir en 1935, ces différences n'ont provoqué aucun changement notable: Le taux de la criminalité a décliné dans tous ces Etats en 1935, et malgré la mesure d'intimidation prévue par le Kansas, «l'amélioration du taux de la criminalité après le rétablissement de la peine de mort n'y a pas été plus rapide que dans les deux autres Etats». L'amélioration pour la décennie de 1936 à 1945 par rapport à la décennie précédente a été en effet de 40% pour le Colorado,

---

de ses enfants, une autre qui assomma son mari à coups de bouteille, un citoyen irascible qui poignarda quelqu'un qui lui devait 12 francs, un joueur qui abattit son partenaire au cours d'une partie de cartes): Acquittés, acquittés, acquittés... Il pouvait y avoir des «circonstances atténuantes», on en trouve toujours: l'un était infirme, l'autre buvait, le troisième était brutal, là le repentir était touchant, ici la peine aurait été un peu trop dure... Mais quel document à la honte d'un temps et d'une institution judiciaire qui prétendent représenter «la fleur de la civilisation» et être «la garantie de la meilleure justice». Il est évident, en tout cas, qu'il est impossible, avec un pareil bilan, de parler encore de l'efficacité et du pouvoir intimidant de la peine de mort conservés dans un code.

de 44% pour le Kansas, et de 47% pour le Missouri. Ce qui confirme bien la conclusion de Sellin quant à l'exemple américain rejoignant les résultats de l'expérience suisse: «Que la peine de mort soit en usage ou non, fréquemment appliquée ou non, l'expérience des Etats où elle existe encore, aussi bien que celle des Etats qui l'ont abolie, «montre des taux de criminalité qui prouvent que ces taux sont conditionnés *par d'autres facteurs que la peine de mort*», soit des facteurs moraux, économiques, sociaux et en définitive «politiques» au sens le plus élevé de ce terme et des devoirs qu'il impose<sup>(1)</sup>.

Dans deux études plus récentes publiées en 1964, M. Bedau, juriste et professeur de philosophie dans une Université américaine, reprenant l'ensemble du problème, a naturellement aussi abordé les questions de l'intimidation, et de l'échec ou du succès de l'abolition dans certains Etats, en reproduisant certaines des conclusions «essentielles» et qu'on ne saurait désormais négliger, du professeur Sellin. Il se demande d'autre part — ce qui serait indispensable depuis très longtemps — «quels sont exactement, concrètement, ces individus qu'une sentence voue à la mort». Comme l'exprime justement le compte-rendu de la Revue de science criminelle (1966, No 1, p. 294), «pour peu qu'on les examine en tant que personne humaine, on aperçoit le drame qui constitue leur cas et on sent grandir en soi une répulsion définitive contre leur suppression physique délibérée. N'est-ce pas là peut-être le plus fort argument de la thèse abolitionniste? Mais que vaut-il en face du comportement et du devenir possible du condamné, s'il échappe à cette exécution?» C'est la question que l'histoire de la criminalité et de nos institutions se posera partout et sans fin à propos de l'exécution d'un Caryl Chessmann complètement transformé pendant son emprisonnement et au jour de son exécution retardée. M. Bedau expose quatre cas choisis respectivement dans le Texas, la Georgie, à New

---

(1) Dans le même sens, les études de K. SCHAUSLER, «The Deterrent Influences of the Death Penalty» et de G. VOLD. «Extent and Trend of Capital Crime in the U. S.» (publiées dans *Annals*, en 1952) concluent, sur la base des statistiques américaines mesurant l'effet préventif de la peine capitale dans des Etats abolitionnistes et non abolitionnistes, que la peine de mort ne joue aucun rôle préventif et que la fréquence relative de la criminalité dans une population donnée, varie en fonction des conditions culturelles dans lesquelles vit une société déterminée. VOLD a fait remarquer aussi que le taux des homicides n'a pas diminué d'une façon notable à la suite du plus grand risque d'exécution de la peine capitale où elle existe, et Sellin a constaté que la proportion des attaques mortelles pour 100 000 policiers dans 266 villes d'Etats abolitionnistes et non abolitionnistes, était de 1, 2 et 1,3 respectivement, soit une différence sans importance, ce qui ruine la thèse de la police affirmant que les criminels armés sont plus enclins à tirer à mort contre la police dans les Etats non abolitionnistes.

York et dans l'Illinois, de condamnés qui ont échappé à la chaise électrique «et dont le premier du reste était incontestablement innocent», et il conclut que «sur la cinquantaine d'hommes annuellement exécutés aux Etats-Unis, à peu près aucun ne représente cet *ennemi public no 1* pour lequel la peine capitale serait, dit-on, justifiée et indispensable. Un Al Capone n'a finalement été condamné qu'à la prison à temps», et «les condamnés à mort apparaissent plutôt comme des malchanceux — de la vie et de la procédure — dont la sentence est un accident que la machine juridico-administrative conduit ensuite à son terme fatal»: C'est là, selon l'auteur, «le côté inhumain de la peine capitale en Amérique».

On ne saurait de plus admettre la choquante, l'insupportable inégalité qu'elle représente, lorsqu'il s'agit en définitive de vie ou de mort, dans tout pays soucieux de seule et véritable justice et qui ne veut pas remettre une telle décision, comme la ruine ou la fortune à la roulette, à un arrêt du hasard. La démonstration en a été faite aux Etats-Unis comme en France et partout ailleurs, où la décision capitale est remise aux mains du jury «souverain» grâce à la fiction — qui apparaît aujourd'hui si naïve — que cette magistrature populaire donne à celui qu'elle fait «monter au siège des juges» la conscience de ses devoirs et de sa dignité, renforce en lui le sentiment de la justice «qu'il voit fonctionner dans toute sa majesté et à laquelle il collabore», et «élèvera son âme à des hauteurs jusqu'alors inconnues de lui»<sup>(1)</sup>. Un auteur américain, Ehrmann, dans un article

---

(1) Lors d'un congrès international, pour prouver que l'institution du jury «contribue à l'éducation juridique et civique du peuple» et doit donc être recommandée, Choate affirmait: «C'est une école qui a toujours été ouverte à tous pour l'instruction et la distraction du peuple, c'est une *nursery*, l'école élémentaire des légistes et des juges, une école qui a compté dix fois plus d'élèves que toutes les Facultés de droit réunies». Ecole combien élémentaire, certes! On a vu, par le «procès de Dallas», comment sont constitués les jurys, par le jeu des récusations en nombre indéfini, pour en écarter «les volontés et les intelligences», la défense faisant subir aux jurés un interrogatoire désormais fameux: «Avez-vous lu les journaux à propos de cette affaire? Quels journaux? En avez-vous entendu parler? Qu'en pensez-vous? Quelle est votre opinion sur la peine de mort?» etc. Rappelons que dans le grand procès Hauptmann, ravisseur du petit Lindberg, en 1935, sur une première liste de 250 noms dressée par les autorités et d'abord réduite par le juge à 150, le jury a finalement été composé, après toutes les récusations, de quatre femmes du peuple, de cultivateurs et d'ouvriers pour le reste, et présidé par un mécanicien. Quelle que soit leur honorabilité, que faut-il penser de leur aptitude à juger, et du danger que représente la «fraîcheur d'impression» vantée du jury? Les publications américaines rappelaient aussi en 1952, que dans un procès pour meurtre qui s'était déroulé à Boston une dizaine d'années plus tôt, 89 des 90 jurés désignés ont été récusés parce qu'ils étaient *opposés à la peine capitale*, et après en avoir interrogé 160, on n'avait pas encore pu trouver les 12 personnes nécessaires

sur «La peine de mort et l'administration de la justice» paru dans la revue «Annals» en 1952, a montré que, jusque dans un même Etat, la probabilité de voir une personne condamnée à mort dépend du comté où elle est jugée. Ainsi par exemple, dans l'Etat du Massachussets, une étude comparative portant sur les années 1925 à 1941, entre le comté de Suffolk dans lequel se trouve la ville de Boston, et le comté voisin de Middlesex, a démontré, par les chiffres officiels, qu'un individu jugé dans le Middlesex, pour un crime punissable de mort, avait presque 17% de risques d'être reconnu coupable d'un meurtre «du premier degré» et 15% de risques d'être exécuté, alors que si le meurtre était commis dans le Suffolk, il n'avait que 4% de risques d'être jugé ainsi et 2,4% de risques d'être exécuté.

On apprend avec d'autant plus de satisfaction la nouvelle annoncée par le Bulletin du National Council on Crime and Delinquency à New York (vol. 45, No 2, mars/avril 1966), selon laquelle, s'adressant au congrès annuel de l'Association des Facultés de droit américaines le 29 décembre 1965, l'attorney general Nicholas de B. Katzenbach, successeur de M. Robert Kennedy dans ces hautes fonctions, a déclaré que «le Département de Justice est opposé à la peine capitale et proposera un projet de loi abolissant la peine de mort pour un certain nombre de crimes fédéraux ou soutiendra un tel projet s'il est introduit dans la session en cours du Congrès». Le Département fédéral est aussi décidé à proposer des modifications dans le système fédéral du jury à la suite de certaines expériences peu satisfaisantes qui ont pu être faites.

## V

Mais au moment de conclure de manière formelle, au vu de cette évolution des idées et de la législation, à l'abolition de la peine de mort, on se sent embarrassé de le faire actuellement, soit dans les conditions les plus défavorables qui se puissent imaginer, lorsque viennent de se juger, en Angleterre et en France, le procès à sensation des «amants diaboliques de la lande», Ian Brady et Myra Hindley, devant les assises de Chester, et celui de «l'étrangleur» mythomane Lucien Léger devant celles de

---

pour constituer un jury d'audience. Quatre jours se sont écoulés avant la constitution possible d'un jury dans l'affaire Sacco et Vanzetti. Et combien au procès de Dallas après l'assassinat du président Kennedy?

Versailles, dont les verdicts ont été prononcés les 6 et 7 mai 1966<sup>(1)</sup>. On a entendu renaître un peu partout l'opinion que la peine de mort serait la seule justifiée pour de tels «*criminels sexuels ou sadiques*». En Angleterre, 30 000 signatures, a-t-on dit, avaient demandé avant l'ouverture du procès de revenir sur l'abolition de la peine de mort; aux récentes élections, l'oncle d'une des petites victimes des amants criminels qu'il fallut protéger durant le procès (comme le nazi Eichmann dans sa cage de verre au procès de Jérusalem en 1961), avait recueilli quelque 5 000 voix contre le député sortant de sa circonscription, M. Sydney Silvermann, auteur de la loi d'abolition, sur son seul programme d'abrogation de cette loi. Le président de la Cour d'assises, le juge Atkinson, malgré la discrétion proverbiale des magistrats anglais, a semblé regretter aussi l'abolition, en annonçant sa sentence par ces mots aux accusés, après avoir entendu le verdict du jury: «Je vous condamne à la seule peine que la loi autorise maintenant, l'emprisonnement à vie». Et au pénitencier de Durham où Brady a été incarcéré pour subir sa peine, des mesures de sécurité ont dû être prises pour le protéger contre les autres détenus: car «de nombreux prisonniers ont dit en effet, dans des termes dépourvus d'ambiguïté, ce qu'ils comptaient faire à Brady s'il leur tombait sous la main».

Ce *phénomène de réaction* est bien connu: C'est celui qui s'est produit lors du vote de la proposition d'abolition en France en décembre 1908; celui qui a provoqué en Suisse, en décembre 1951, devant le Conseil national, le dépôt de la «motion» demandant au Conseil fédéral de soumettre le plus tôt possible aux Chambres des propositions tendant à réintroduire la peine de mort dans le Code pénal de 1937; celui qui a fait rejeter, à la Chambre des Communes canadienne (par 143 voix contre 112), au début d'avril 1966, une proposition d'abolition. Je m'empresse de dire qu'en ce qui concerne la demande de rétablissement en Suisse, elle a été rejetée par le Conseil national (Chambre des députés), en séance du 26 mars 1952, sans grand débat (par 80 voix contre 31), comme le Chef du Département fédéral de Justice (le conseiller fédéral Feldmann) le demandait au nom du Gouvernement fédéral.

A propos des circonstances psychologiques et de fait qui, périodiquement, font échec aux propositions d'abolition ou font revenir à celles de réintroduction de la peine capitale, une double observation doit être

---

(<sup>1</sup>) Le présente exposé est en partie repris d'une étude que nous avons préparée — et qui est encore inédite — pour un large débat sur la peine de mort, organisé par l'Association française contre la peine de mort (présidée par Madame Georgie Viennet), et qui s'est déroulé à la I<sup>ère</sup> Chambre de la Cour d'appel, à Paris, le 10 mai 1966.

faite, car elle permet de dégager une sorte de règle, de «constante» expliquant ce phénomène. Ce retour au «durcissement», au besoin de «protection accrue», d'«intimidation», voire d'«expiation» et de «satisfaction» de la vindicte publique, procède des deux sentiments bien naturels de crainte, d'une part, et de répulsion ou de révolte de la conscience morale, d'autre part; Inévitablement, lorsqu'ils sont provoqués à l'excès et éclatent brusquement, ils produisent le «retour du balancier» et réveillent le vieil atavisme qui ramène l'homme au sentiment jamais étouffé d'une exigence de «justice» se confondant avec celle d'une sorte de «talion». Il y a une répétition, un parallélisme frappants dans ce processus de raidissement. La réaction a été dans notre pays la même qu'en France, en 1908, lorsque le projet d'abolition qui semblait annoncer avec des chances sérieuses la réalisation prochaine des prévisions et presque de la promesse de 1832, se heurta au revirement violent des jurys et de l'opinion cabrée devant la multiplication des agressions et des actes de brigandage à main armée, des crimes démentiels comme ceux d'un Troppmann, ou de sadiques comme celui de Soleilland. La demande de réintroduction de la peine capitale en Suisse, en décembre 1951<sup>(1)</sup>, a procédé de faits très analogues à ceux qui l'avaient déjà obtenue en 1879 après l'abolition par la constitution de 1874<sup>(2)</sup>.

Ce furent d'abord les agressions à main armée (accompagnées dans quelques cas de cambriolage et de vol d'armes dans des arsenaux militaires), qui firent tache d'huile après l'assassinat du banquier Bannwart, enlevé

---

(1) J'ai exposé en détail ce phénomène dans le numéro de la *Revue de criminologie et de police technique* sur «Le problème de la peine de mort et sa réapparition en Suisse», en 1952, spécialement aux chiffres 25 ss., «Le débat actuel», p. 67 ss., et dans la conclusion, p. 107 ss. et 114. Quant à la situation antérieure et particulièrement à celle qui avait abouti au revirement de 1878 et au plébiscite pour le rétablissement en 1879, voir les chiffres 18 s., p. 43 ss. — J'ai montré d'autre part aussi, dans le Rapport pour la Commission Royale anglaise en 1950, que la situation était encore saine à ce moment dans notre pays, que la courbe de la criminalité était en recul malgré l'adoucissement très sensible de la pénalité consacré par le Code pénal de 1937 et l'usage, généralisé par lui, du sursis, et de la libération conditionnelle. Mais, évoquant les suites défavorables des années de guerre et «le déclin assez général de l'éducation et de la moralité», j'ajoutais, après avoir constaté que l'expérience faite en Suisse était au total, «encourageante»: «On peut toutefois se demander, au vu de certains crimes d'empoisonnement, d'assassinat avec dépeçage, de sadisme et de banditisme qualifié... si le niveau le plus bas n'a pas été atteint ces dernières années et si, après l'effrayante «dévaluation de la vie humaine» et ses terribles hécatombes pendant la guerre et l'occupation, un nouveau déferlement de la vague homicide n'est pas à craindre, qui rendra nécessaire un raidissement de la pénalité»; voir *Revue de droit pénal et de criminologie*, Bruxelles, janvier 1951.

(2) Les études publiées à ce sujet, dans la *Revue pénale suisse* notamment (1892, p. 163 ss. et 1894, p. 185 ss.) nous renseignent très clairement à ce sujet.



par des bandits, à Zurich, pour obtenir les clés du coffre de la banque qu'ils voulaient piller, et qui fut retrouvé tué de trois coups de feu dans sa voiture. Mais à côté de ces crimes de *brigandage*, ce qui fut décisif ce furent les *meurtres sexuels* : l'assassinat (non encore élucidé à ce jour), de deux jeunes filles sur une route de campagne près du village de Maraçon; celui d'une demoiselle J. à Genève (par un auteur demeuré inconnu), celui d'une femme de moeurs légères à Zurich, et encore celui d'une jeune fille tuée à coups de hache, à Bâle, pendant le Carnaval, alors qu'elle gardait des enfants à la maison; enfin et surtout, comme lors de la demande de réintroduction en 1878, les assassinats sadiques d'enfants. Lorsque, les 11 et 12 septembre 1953, la presse annonça qu'on avait retrouvé dans un ruisseau, près de Tavannes, le corps mutilé d'une fillette de sept ans et demi, violée après avoir été tuée à coups de gourdin par un vannier ambulant de 18 ans, et qu'une autre petite écolière de douze ans, à Winterthour, portée disparue, avait été retrouvée violée et assassinée à coups de couteau, l'émotion fut telle que dans la première affaire le jeune assassin n'échappa que grâce à la protection de la police au lynchage par la population bouleversée, et que plusieurs correspondances dans la presse, après ces deux crimes odieux, demandèrent l'application d'une «loi d'exception» pour se débarrasser de tels êtres dangereux, à défaut de quoi on pourrait se demander si «le peuple suisse ne porterait pas une part de responsabilité, de culpabilité, voire de complicité».

Il y a tout de même des leçons à tirer de tels faits, qu'on retrouve partout où la société, «qui a les criminels qu'elle mérite» selon le mot si grave et profond de Lacassagne, est incapable de réfréner les «gangs» et les «maffias», qu'il s'agisse de celles du jeu, de la drogue ou des «associations de tueurs» (*Murder and Co.*) que mit au pilori, devant des millions de spectateurs, la télévision américaine lors de l'enquête du sénateur Kefauwer, et qui voit d'autre part se multiplier les rapt d'enfants, les viols et les assassinats commis par les obsédés sexuels et les fanfarons du vice. De Pleil «le tueur du Hanovre» en 1950, à «l'assassin des chemins de halage» des bords de la Tamise en 1953, de l'«étrangleur de femmes seules» de Boston, «l'assassin de six heures du soir» en 1962, au «sadique de l'Opéra de Vienne» en 1963, au «sadique à la hachette» chanteur de comédies musicales, à Kazan, en 1964, au «monstre de Brooklyn» en janvier 1965, au «tueur de femmes» de Londres en juin 1965, à «l'étrangleur des belles de nuit de Pigalle», en octobre 1965 à Paris, aux «amants diaboliques de la lande» et à tant d'autres criminels de cette nature, on voit s'étendre de plus en plus les ramifications de la lignée tristement célèbre du «Jack l'éventreur de prostituées» à Londres, en 1888, et du broussailleux Vacher, «le tueur



de bergères» du Sud-Ouest de la France, en 1895. Tous ces «titres» mêmes qui leur sont donnés par une foule avide de sensations malsaines et agitée par une morbide curiosité, qui voudrait entendre les cris de terreur et de pitié des enfants tués et souillés par les amants de Chester, ces grands «titres à la une», d'une certaine presse faisant argent et ravages du sang et du stupre, disent assez l'espèce d'*obsession collective* et de tentation au bord de l'abîme qui signent aussi, en quelque sorte, notre arrêt de condamnation.

Ces sortes de crimes — gangstérisme professionnel et crimes sexuels — sont devenus les *caractéristiques* de ce qu'on rougit d'appeler notre «civilisation» pourtant si fière d'elle, et qui glorifie la violence et les «tueurs», excite par tous les moyens les plus puissants, les plus affichés et les plus étendus, l'érotisme, la pornographie, l'égoïsme, les trafics et la licence sans frein, — puis qui se contente de laisser tomber le couperet, de dresser la potence ou d'ouvrir la porte d'un «in-pace» dont est censé ne devoir jamais ressortir le «truand» ou le «monstre»... A moins que le premier ne s'évade en tuant ses gardiens, et que le second doive être réhabilité, comme on le demande pour l'un d'eux en Angleterre, parce qu'ayant été exécuté, il est reconnu dément. Si les comparaisons des criminalistes et des sociologues doivent servir à quelque chose, ce devrait être à «faire réfléchir», à convaincre et à «faire changer quelque chose». Songeons à Pleil, qui se vantait d'avoir tué soixante femmes dans des conditions horribles (l'assassinat de douze d'entre elles au moins a été établi), qui disait «sentir des bêtes» en lui, répétait: «je suis comme je suis, il faut me prendre tel quel, je suis un homme qui a le droit de tuer», qui s'appelait lui-même un *Todmacher*, un «faiseur de cadavres», frappé d'une lourde hérédité, déshumanisé par la guerre et ses violences, l'alcool, les plus sordides activités du marché noir, et que des experts ont tenu pour responsable... Songeons aux constatations suédoises dans les deux périodes de cinq ans qui ont précédé et suivi l'abolition de la peine de mort en 1921: 16 déments sur 32 homicides dans la première période, 17 déments sur 30 homicides dans la seconde...

Qui donc pourrait encore sérieusement penser qu'il suffit de couper la tête, à tant de dévoyés, d'obsédés, d'agressifs, de tueurs — alors qu'on continue à les produire par tant d'erreurs — pour s'en protéger et en débarrasser la société? Il faudrait en finir une bonne fois avec la solution de facilité honteuse et barbare du couperet, pour commencer, avec les moyens immenses dont dispose le monde aujourd'hui et qu'il n'a jamais connus encore, l'oeuvre d'éducation, de prévention et de civilisation positive qu'il a le devoir d'entreprendre et de mener à bien, et qui seule pourra le sauver.

## VI

Et qu'on ne dise plus, car on ne peut plus le penser avec le progrès des sciences de l'homme (même criminel), et spécialement de la psychiatrie et de la psychologie judiciaires, que les auteurs de tels forfaits sont inamendables et que, fussent-ils corrigibles, la recherche de l'amendement n'est que la manifestation d'une «tendresse impie», comme l'écrivait Ponchon dans ses *Méditations d'un criminel de la Jeune France*, en 1833. C'est au contraire un acte de sagesse politique et sociale, et de sagesse non stérile mais dont la valeur est de plus en plus reconnue et ne demande qu'à s'affirmer. Les résultats possibles, ceux qui ont déjà été atteints et qui se sont maintenus dans certains pays, valent l'effort et le récompenseront, car il sera «payant» en définitive.

L'avis doit être balayé, qui s'exprimait aussi, il y a plus d'un siècle, lors du débat de 1832, dans une étude de Bossange traitant *Des crimes et des peines capitales*, «qu'il n'est pas si nécessaire de travailler longtemps pour courir la chance de rendre un criminel à la société». Il est au contraire urgent de travailler à ce que la société ne crée pas des criminels, et qu'elle cherche à récupérer, en les «resocialisant», ceux que malheureusement elle n'a pu empêcher de paraître dans son sein. Et plus l'oeuvre de prévention et d'éducation aura été sérieuse, en étendue et en profondeur, moins il faudra «travailler longtemps» pour obtenir «cette chance». En un mot, la tâche est de refaire du «criminel» un «citoyen», si l'on n'a pas réussi à former un citoyen qui ne soit pas un criminel, comme ce devrait être le cas dans une société vraiment civilisée, je veux dire moins matérialiste, plus prévoyante et mieux organisée.

Il faudrait aussi cesser de penser que le criminel, cet homme, ce semblable, ce «frère humain» selon Villon, est en quelque sorte «changé en bête», simplement parce qu'on le qualifie de «bestial», de «monstre», de «gibier de potence» de «fauve social» ou de «lie de la Société», et qu'on le traite depuis des siècles comme tel. Que d'erreurs n'a-t-on pas commises, plus près de nous, à la suite des théories lombrosiennes trop catégoriquement affirmées du «criminel-né» et du «fou moral», et Taine même en a donné le fâcheux exemple<sup>(1)</sup>. Que de témoignages du contraire

---

<sup>(1)</sup> Dans une lettre du 12 avril 1887 à LOMBROSO, qui sert de préface à l'édition française de *L'Homme criminel*, TAINE (estimant d'ailleurs que «déterminisme et responsabilité sont deux termes parfaitement conciliables»), ajoutait: «Je suis donc fort loin d'entrer

l'observation plus sereine et mieux informée n'en apporte-t-elle pas aujourd'hui!

Puisque j'ai relaté l'*expérience suisse*, pourrai-je dire encore, pour la rendre plus complète, que dans l'espèce de «bilan» auquel il s'était livré, le pénologue Hurbin, après avoir examiné et suivi 28 criminels condamnés à la réclusion pour meurtre et assassinat, a établi que 18 d'entre eux avaient une bonne conduite, 8 une conduite satisfaisante, et 2 seulement une mauvaise conduite; 17 avaient manifesté de leur crime un repentir sincère; pas un seul attentat n'avait été commis par des meurtriers ou des assassins contre des fonctionnaires ou gardiens de l'établissement; il y avait eu seulement 2 cas de menaces, proférées dans la colère ou l'excitation, et dont les auteurs s'étaient d'ailleurs excusés. Des deux condamnés libérés définitivement par suite de grâce, et des cinq libérés conditionnellement, aucun n'avait dû être réintégré dans l'établissement pénitentiaire, et leur comportement était resté bon. C'est pourquoi Hurbin avait en définitive conclu que la peine de mort n'était nécessaire ni pour la sûreté et la discipline pendant la détention, ni pour l'expiation puisqu'il y a fréquemment

---

dans les idées humanitaires de nos juristes; si j'étais juriste ou législateur ou juré, je n'aurais aucune indulgence pour les assassins et pour les voleurs, pour le «criminel-né», pour le «fou moral». Quand dans la vie totale, dans l'organisation intellectuelle, morale, affective du délinquant, l'impulsion criminelle est isolée, accidentelle et probablement passagère, on peut et même on doit pardonner; mais plus cette impulsion est liée à la trame entière des idées et des sentiments, plus l'homme est coupable et doit être puni. Vous nous avez montré des orang-outangs lubriques, féroces, à face humaine; certainement, étant tels, ils ne peuvent agir autrement qu'ils ne font; s'ils violent, s'ils tuent, c'est en vertu de leur naturel et de leur passé, infailliblement. Raison de plus pour les détruire aussitôt qu'on a constaté qu'ils sont et resteront toujours de orangs-outangs. A leur endroit je n'ai aucune objection contre la peine de mort, si la société y trouve profit.

Mais n'oublions pas que FERRI lui-même, dans sa *Sociologie criminelle*, a fait de sérieuses réserves contre cette espèce d'application systématique de la théorie de la «sélection artificielle, faite en accord avec les lois naturelles, par l'élimination des individus antisociaux et non assimilables»; car alors il faudrait appliquer la peine de mort «dans tous les cas où elle serait nécessaire à ce point de vue» c'est-à-dire «qu'en Italie il faudrait exécuter au moins 1 000 individus chaque année, et en France 250 au lieu des 7 ou 8 qu'on exécute». Ou bien, concluait-il (p. 527 ss.) «il faut l'appliquer dans des proportions énormes», et il faudrait alors avoir «le courage de demander le rétablissement des exterminations médiévales» dont on a cité maints exemples; mais «le sentiment public ne le supporterait pas et la réaction ne tarderait pas à s'imposer». Ou bien «on veut la maintenir comme un épouvantail inutile, et alors il est plus sérieux de l'effacer du Code pénal, après l'avoir effacée de la pratique quotidienne», comme l'avait fait le Code pénal italien de 1889 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1890 (après l'abolition de fait en 1876), excepté pour les militaires. Il n'est donc pas étonnant que le projet de Code pénal italien de 1921, dit *projet Ferri*, n'ait pas retenu la peine de mort.

repentir, ni enfin pour l'intimidation générale puisque la criminalité n'avait pas été augmentée par l'abolition de la peine capitale.

Des conclusions tout à fait semblables ont été formellement émises lors de l'enquête pour la Commission Royale anglaise en 1950, par plusieurs directeurs d'établissements pénitentiaires expérimentés, en particulier par le directeur Thut, du pénitencier de Lenzbourg, président de l'Association suisse pour la réforme pénitentiaire et le patronage des détenus libérés. Il déclarait, quant au caractère dangereux ou difficile de ces condamnés: «Nous n'avons jamais constaté que les meurtriers sont moins disciplinés que les autres réclusionnaires. Les agressions, rébellions, suicides, évasions ou tentatives ne se produisent pratiquement plus du tout; du moins, nous n'en avons plus vu ces trente dernières années. La conduite générale des assassins et meurtriers, même condamnés aux peines privatives de liberté les plus graves, — n'est, d'après nos constatations, nullement plus mauvaise que celle des autres détenus». Il pouvait affirmer tout aussi catégoriquement d'autre part: «De 1920 à 1949, huit assassins ont été grâciés ou libérés conditionnellement du pénitencier de Lenzbourg. De ceux-ci, un seul, à ma connaissance, est retombé dans une infraction, en commettant un vol puni d'une courte peine d'emprisonnement. Une redoutabilité particulière de ces condamnés n'existe certainement pas. Il n'est pas arrivé, dans ces trente dernières années, qu'un meurtrier libéré sous condition ait récidivé ou que la libération conditionnelle ait dû être révoquée de ce fait. D'après mes expériences et mes constatations, je sais que les établissements des autres cantons n'arrivent pas à des résultats sensiblement différents<sup>(1)</sup>. J'ajoute que, dans toute la littérature que je connais, pas un seul cas n'est cité dans lequel un meurtrier grâcié ou libéré conditionnellement ait commis à nouveau un crime grave».

---

<sup>(1)</sup> Les conclusions du directeur des établissements pénitentiaires du Valais, M. Luisier, concordaient pleinement avec celles du directeur Thut: Il confirmait que les réclusionnaires, fussent-ils assassins, «représentent en général la partie la plus intéressante et la plus facile de la population pénitentiaire», et que «les condamnés pour homicide libérés conditionnellement ou définitivement ne se révèlent généralement pas plus dangereux que les autres; les récidives d'homicide sont très rares; les cas sont si peu nombreux qu'il n'existe pas de statistique à ce sujet» — J'ai eu l'occasion de rappeler, dans l'exposé du «Système pénitentiaire de la Suisse (*Les Grands systèmes pénitentiaires actuels*, tome I, Paris, 1950), ce trait «qui résume tous les autres»: L'inoubliable Otto Kellerhals, le fondateur du «système Witzwil», que les détenus parmi lesquels il vivait avec sa famille appelaient «Le père», envoyait à la colonie pénitentiaire de la montagne de Diesse, pour vérifier le débit des sources, un meurtrier détenu et amendé, auquel il donnait, pour l'accompagner, un de ses jeunes enfants, sur lequel le «prisonnier» veillait paternellement».

On pourrait observer, et je l'ai fait moi-même alors, que notre pays «en grande partie encore agricole, où la tradition religieuse, laborieuse et civique est encore très forte, présente peu de criminels de caractère aussi dangereux ou immoral que ceux des pays de grandes villes et de grande misère avec leurs *gangs* organisés et audacieux, ou la *pègre* cosmopolite et grouillante des bas-fonds», que «la criminalité très grave et très perverse est exceptionnelle, et que la plupart des meurtriers sont chez nous des «criminels d'occasion», qui ont «vu rouge» et ont été entraînés au crime par haine, colère, jalousie ou désir de vengeance». Mais c'est loin d'être toujours le cas, et nous avons connu aussi d'odieux criminels. Au surplus, les mêmes observations sur la conduite correcte et le pronostic favorable — d'ailleurs encouragés par un système pénitentiaire bien développé et de caractère humain, dont le principe même est qu'il doit être exercé «de manière à exercer sur le condamné une action éducatrice et à préparer son retour à la vie libre» (art. 37 al. 1 CP), — ont pu être faites souvent ailleurs et aussi aux Etats-Unis, <sup>(1)</sup> à condition qu'on n'y transforme pas les hommes en «bagnards» soumis au régime de la peine «infâmante» qui les stigmatise à jamais, et leurs gardiens en «garde-chiourme» ou en «dogues intelligents». Me Naud nous a conté avec une émotion communicative «la mort de Daniel», ce petit Daniel Sabin mort réconcilié avec les hommes et dont on arracha de la tête décapitée à vingt ans, les yeux qu'il avait voulu léguer à un vivant, et aussi la fin de Jacques Fesch, à vingt-neuf ans, touché par la grâce divine à défaut de celle des hommes, attendant l'aube dernière dans la paix de la nuit et l'espoir de «l'amour» éternel. Tous deux, au seuil d'une vie manquée mais sans nul doute pas irrémédiablement, sont morts «comme des saints» <sup>(2)</sup>. Pourquoi penser que, seul, le sceau

---

<sup>(1)</sup> Lewis E. LOWES, ancien directeur de la prison de Sing-Sing, écrit à ce sujet, à l'article «Capital Punishment» de l'*Encyclopedia of Criminology*, en 1949: «Les meurtriers font les meilleurs prisonniers. Pour n'importe quel directeur, ils sont les moins gênants et souvent accomplissent de grandes choses... Pendant ma direction de Sing-Sing, il n'y en a eu aucun qui, après sa libération, soit tombé dans le crime. Il n'est pas vrai — au moins dans l'Etat de New York — qu'un meurtrier dont la peine capitale a été commuée puisse facilement obtenir la liberté. La durée moyenne d'incarcération de ceux qui obtiennent une 2ème commutation est d'environ 20 ans. En admettant que d'autres Etats sont trop indulgents, cela signifierait le besoin d'une meilleure administration de la justice, et non la chaise électrique. Par ailleurs, si quelques meurtriers, les types accidentels en particulier, sont mis en liberté à la suite de la certitude des officiels compétents, qu'ils ne menaceront plus la société, ceci est certainement plus raisonnable que de les garder enfermés».

<sup>(2)</sup> A. NAUD, *Tu ne tueras pas*, 1ère partie: La fête de la fraternité, p. 17 ss., et 5ème partie: La peine de mort ne peut pas être juste, p. 144 ss. Dans la discussion aux Chambres fédérales sur l'abolition ou le maintien de la peine de mort dans le Code

de la mort inévitable, peut obtenir de telles transformations? Est-il nécessaire que le libérateur soit le *bourreau*, et que ce soit le glaive de la décollation — le «glaive de la justice»? — qui porte gravé cette sentence (Schwertspruch) répandue (nous dit Radbruch dans son *Ars moriendi*), mise dans la bouche de l'exécuteur «des hautes oeuvres»: «Lorsque je lève mon glaive — je souhaite au pauvre pécheur la vie éternelle. — Quand je lui porte avec force le coup mortel — il entre sur l'heure au royaume du ciel?» N'avons-nous pas encore trouvé d'autres méthodes pour ouvrir les voies du repentir, de la correction et du salut?

Quant à la *protection*, à la «défense légitime», elle ne nécessite nullement l'élimination physique<sup>(1)</sup>. Sans rappeler la totale inutilité, voire la déperdition sociale que représente cette «élimination», ainsi que le montrait Voltaire avec son implacable bon sens en remarquant déjà qu'un pendu n'a jamais servi à personne sinon au bourreau<sup>(2)</sup>, il est évidemment bien d'autres

---

Pénal suisse de 1937, a été évoqué un exemple particulièrement frappant de repentir, donné par l'un des derniers condamnés à mort en Suisse. Un député du canton d'Uri (M. Lusser), qui avait assisté à l'exécution de l'assassin Bernet, en sa qualité de directeur de la Police de son canton, et qui (bien qu'il en eût reçu «une impression affreuse, bouleversante et ineffaçable»), pensait que la société peut exiger le châtiment et l'élimination suprêmes «lorsqu'un homme se transforme en bête et devient un grave danger pour l'humanité», attesta la fin édifiante de Bernet: Celui-ci «demandait la mort pour expier son crime et se disait prêt à la subir dix fois s'il pouvait par là rendre la vie à l'enfant qu'il avait assassiné; il ne voulut ni qu'on lui liât les mains, ni qu'on lui bandât les yeux pour aller à l'échafaud», et mourut «réconcilié avec Dieu et les hommes», et «pourrait-on dire avec joie».

(<sup>1</sup>) CAMUS écrivait à ce propos (*op. cit.*, pp. 158 ss.): «Si la peine capitale est d'un exemple douteux et d'une justice boiteuse, il faut convenir, avec ses défenseurs, qu'elle est éliminatrice. La peine de mort élimine définitivement le condamné. Cela seul, à vrai dire, devrait exclure, pour ses partisans surtout, la répétition d'arguments hasardeux qui puissent être sans cesse contestés. Il est plus loyal de dire qu'elle est définitive parce qu'elle doit l'être, d'assurer que certains hommes sont irrécupérables en société, qu'ils constituent un danger permanent pour chaque citoyen et pour l'ordre social et qu'il faut donc, toute affaire cessante, les supprimer... La peine de mort, certes, ne résout pas le problème qu'ils posent. Convenons du moins qu'elle le supprime.» Mais «la peine capitale ne s'applique-t-elle qu'à eux? Peut-on nous assurer qu'aucun des exécutés n'est récupérable? Peut-on même jurer qu'aucun n'est innocent?» Il citait le cas de Burton Abbott, condamné à mort, bien qu'il eût toujours protesté de son innocence, pour avoir assassiné une fillette de quatorze ans, en Californie, genre de crime qui classe son auteur parmi les irrécupérables», et qui fut exécuté le 15 mars 1957.

(<sup>2</sup>) VOLTAIRE observait, dans son *Dictionnaire philosophique*, qu'un pendu n'est utile à personne». A l'article VII du *Prix de la justice et de l'humanité* paru à Genève, il développait ce thème: «Il faut effrayer le crime, mais rendre les supplices utiles; que ceux qui ont fait tort aux hommes servent les hommes». On apprendra peut-être un jour

moyens d'obtenir la mise à l'abri sociale, et cela dans *tous* les cas et pour *tous* les criminels dangereux condamnés, qu'ils aillent du «tueur de bergères» au «tueur professionnel» ou de l'empoisonneur au pyromane, que la victime en soit le plus humble des citoyens ou qu'elle se trouve à la tête de l'Etat. Notre temps est, à juste titre, aussi loin des peines du «régicide», traduisant son caractère de «lèse-majesté» inexpiable (puisque le Souverain était censé représenter la suprême Autorité de droit divin), qu'il est loin de l'opinion commune résumée par Faure, au Corps législatif, en ces termes: «La peine de l'assassinat est la mort; c'est celle du talion. Toute autre peine, quelque rigoureuse qu'elle fût, ne serait pas assez répressive, et le plus souvent produirait l'impunité. Sans cette peine, la haine ou la vengeance d'un lâche pourrait se satisfaire en jouant, si je puis parler ainsi, un jeu trop inégal contre le citoyen dont il méditerait la mort; l'un ne mettrait en jeu que sa liberté, l'autre y mettrait sa vie». — Réalise-t-on que c'est cette conception de base qui domine encore la législation française en vigueur et en établit la tradition?

Puisqu'on a bien voulu faire appel à l'exemple de mon pays, on me permettra pour finir d'opposer à cette conception purement expiatoire, rétributive et vengeresse, celle qui anime notre législateur et qui est à la base de notre système répressif en cette matière. Lorsque la demande de rétablissement de la peine capitale a été déposée au Conseil national suisse en décembre 1951, le Gouvernement l'a fait rejeter à la séance du 26 mai 1952 déjà et sans reprendre le fond du débat, tellement la cause paraît définitivement entendue. Malgré une recrudescence indéniable et effectivement inquiétante des meurtres avec violence, brigandage ou sadisme dans notre pays depuis 1948, il persiste à penser et rappelait par la voix du Chef du Département fédéral de la Justice, que la valeur d'intimidation de la peine capitale n'est pas démontrée; qu'il y a d'autres moyens de combattre la criminalité, notamment par le perfectionnement des méthodes

---

«comment une infinité de scélérats pourraient faire autant de bien à leur pays qu'ils lui auraient fait de mal». Ainsi par exemple «un homme qui aurait brûlé la grange de son voisin, ne serait point brûlé en cérémonie, parce qu'un peu de foin et de paille n'équivaut pas à la vie d'un homme qui meurt dans un aussi cruel supplice. Mais, après avoir aidé à rebâtir la grange, il veillerait toute sa vie, chargé de chaînes et de coups de fouet, à la sûreté de toutes les granges du voisinage. Mandrin, le plus magnanime de tous les contrebandiers, aurait été envoyé au fond du Canada pour se battre contre des sauvages, lorsque sa patrie possédait encore le Canada. Un faux monnayeur est un excellent artiste. On pourrait l'employer, dans une prison perpétuelle, à travailler de son métier à la vraie monnaie de l'Etat, au lieu de le faire mourir dans une cuve d'eau bouillante, comme l'ordonnent Charles-Quint et François Ier.



de détection policière et le développement d'Instituts de police scientifique. Il observait que les tribunaux, souvent trop cléments, devraient appliquer plus strictement les peines prévues pour les crimes les plus graves, et qu'un régime pénitentiaire mieux différencié (qui est d'ailleurs englobé dans l'actuel projet de revision du Code pénal présenté aux Chambres fédérales par le Message du 1er mars 1965), permettra de rendre l'exécution de la peine ségrégative de la privation de liberté plus sensible et plus intimidante pour les grands criminels. Qu'au demeurant et enfin, la possibilité d'une erreur judiciaire reste toujours une raison décisive d'écarter la peine de mort irréparable, et qu'en un mot celle-ci continue à ne pas se justifier.

## VII

Nous pouvons maintenant *conclure*, et je le ferai en m'appuyant encore sur les solutions voisines, et si opposées, du régime français traditionnaliste, et du régime abolitionniste plus humain et plus moderne de mon pays, où l'abolition n'a pas fait croître la grande criminalité. Comme ce lien s'était établi à travers le réformateur Charles Lucas, au point de départ, en 1826, il s'est renoué avec Victor Hugo au point d'aboutissement, en 1862. Au moment où Genève devait reviser sa constitution et se prononcer décisivement, par le vote de ses citoyens, pour ou contre la peine de mort, un citoyen genevois (le pasteur Bost) écrivit à l'exilé de Guernesey — dont nul n'ignore combien le problème de l'abolition le passionna toujours et à quelle hauteur d'éloquence et d'humanité il sut élever cet inextinguible débat — que, «pour les grandes questions, il faut de grands hommes»; que les discussions sur ce sujet «auraient besoin d'être éclairées par le génie», et que serait d'un grand secours l'appui de la voix venant «de ce rocher vers lequel se tournent tant de regards».

Hugo répondit aussitôt, d'Hauteville-House, le 17 novembre 1862, lui qui — écrivait-il — depuis trente-cinq ans, essayait «de faire obstacle au meurtre sur la place publique»<sup>(1)</sup>. Il lançait notamment cette exhortation,

---

(1) Voir, dans le livre de Me NAUD, *Tu ne tueras pas*, le chapitre: Nous sommes loin de Victor Hugo, p. 246 ss. Il faut lire, p. 262 ss., l'éloquente, «l'étonnante plaidoirie que Victor Hugo prononça pour son fils Charles, devant les assises de la Seine», le 11 Juin 1851, devant laquelle il était traduit pour avoir décrit, dans le journal *L'Événement*, — alors qu'il est interdit en principe de rendre compte d'une exécution capitale — «l'horrible scène» qui s'était produite lorsqu'un certain Montcharmont, condamné à mort par les assises de



qu'il faut reprendre aujourd'hui: «Non, ne nous laissons point. Faisons une émeute de philosophes pour l'adoucissement des codes. Diminuons la pénalité, augmentons l'instruction. Par les pas déjà faits, jugeons des pas à faire». Après avoir exposé toute une chaîne d'arguments brillants — et solides — il insistait: «Ne nous laissons pas de répéter ce cri: Plus d'échafaud! Mort à la mort: C'est à un certain respect mystérieux de la vie qu'on reconnaît l'homme qui pense... Courage! Ne lâchez pas prise. Que les hommes de bien s'acharnent à la réussite». Et s'adressant directement à notre pays il proclamait: «Il ne suffit pas d'être la république, il faut encore être la liberté; il ne suffit pas d'être la démocratie, il faut encore être l'humanité. Un peuple doit être un homme, et un homme doit être une âme. Au moment où l'Europe recule, il serait beau que Genève avançât. Que la Suisse y songe, et votre petite République en particulier». Faisant enfin un tableau idyllique de Genève dans le cadre de son lac et des montagnes environnantes, il concluait: «La civilisation doit être en harmonie comme la nature; prenez conseil de toutes ces clémentes merveilles... la bonté descend de l'azur, abolissez l'échafaud. Ne soyez pas ingrats. Qu'il ne soit pas dit qu'en remerciement et en échange, sur cet admirable coin de terre... l'homme montre à Dieu la guillotine».

Au referendum du 7 décembre 1862, le peuple genevois, alerté par un second appel, rejetant le projet constitutionnel qui maintenait la peine de mort, lui porta le coup de grâce. Victor Hugo reçut un bulletin de victoire, dont Me Naud rappelle qu'il portait ce témoignage de reconnaissance: «Nous avons triomphé... On regarde ici l'abolition de la peine de mort comme certaine, et l'honneur vous en revient»<sup>(1)</sup>.

---

la Nièvre, fut conduit, comme le voulait la loi, dans le petit village où il avait commis son crime, pour y être exécuté sur la place publique. On ne répétera jamais assez l'apostrophe justement célèbre de cette plaidoirie: «Ce crime, défendre l'inviolabilité de la vie humaine, je l'ai commis bien avant mon fils, bien plus que mon fils. Je me dénonce, monsieur l'Avocat général! Je l'ai commis avec toutes les circonstances aggravantes, avec préméditation, avec ténacité, avec récidive! — Oui, je le déclare, ce reste de pénalités sauvages, cette vieille et inintelligente loi du talion, cette loi du sang pour le sang, je l'ai combattue toute ma vie — toute ma vie... et tant qu'il me restera un souffle dans la poitrine, je la combattrai de tous mes efforts comme écrivain, de tous mes actes et de tous mes votes comme législateur; je le déclare (Hugo, étendant le bras, montre le Christ placé au fond de la salle, au-dessus du Tribunal), devant cette victime de la peine de mort qui est là, qui nous regarde et qui nous entend. Je le jure devant ce gibet où, il y a deux mille ans, pour l'éternel enseignement des générations, la loi humaine a cloué la loi divine!»

(1) On trouvera dans *Tu ne tueras pas*, l'épisode évoqué, avec la lettre du 17 novembre 1862, p. 251 ss. Cette admirable lettre de Victor Hugo est publiée dans *Actes et Paroles*.

Pouvais-je vous apporter une meilleure référence et une plus utile contribution? Si celle que vous attendez de moi est celle qui est reflétée dans la vie internationale au milieu de laquelle se sont développées Genève, cité de la Croix-Rouge et Siège de la Société des Nations, son humanisme et son humanité; si c'est l'aboutissement de ce mouvement général dont parlait Garraud envisageant la disparition de la peine de mort comme celle de la torture et de l'esclavage «condamnés par la science et emportés par la civilisation», voici ma réponse. Je n'en suis que le messenger, car cette réponse, *cette réponse à l'échelle internationale*, est celle des pénalistes, des magistrats, des membres du barreau, des philosophes, des médecins, des psychologues, des sociologues réunis à l'abbaye de Royaumont du 26 au 29 juin 1961 sous l'égide de l'Association française pour l'abolition de la peine de mort, animée par Madame Viennet à la foi raisonnée et récompensée. Les résolutions sur lesquelles s'accorda ce colloque qu'on voulut bien m'appeler à présider, pour l'honneur de ma vie, résumait exactement ce que j'ai développé ici, et que je suis heureux de répéter dans le foyer d'humanité que fut toujours Coimbra:

1. «L'évolution historique et l'observation des faits démontrent que la peine de mort est une survivance anachronique et que ses justifications primitives ne la légitiment plus dans l'état de nos mœurs et de nos connaissances, ni dans la perspective de la politique criminelle moderne».

2. «Le but de l'intervention répressive n'est pas un but d'expiation, de vengeance collective ou de rétribution du mal par le mal, mais de prise en considération de l'homme et de sa personnalité, des causes et des motifs de son acte antisocial, en vue de sa correction et, toutes les fois qu'elle est possible, de sa réintégration sociale».

3. «Le but de la sanction pénale n'est pas davantage d'assurer l'intimidation individuelle et générale par la rigueur excessive du châtiment et cette intimidation est d'ailleurs démentie, même en ce qui concerne la peine capitale, par toute l'histoire de la pénalité dont l'excès n'a pas diminué la criminalité, ni empêché la récidive, qui ne peut être réduite que par des méthodes totalement différentes».

4. «L'exemplarité prétendue de la peine de mort est d'ailleurs contredite et son effet moral néfaste reconnu par le secret même dont on l'entoure».

5. «La peine de mort n'est par ailleurs nullement nécessaire pour la protection sociale, comme le montre l'exemple des pays de plus en plus nombreux qui y ont renoncé, et son abolition n'a nullement pour effet, d'après les expériences de plus en plus nombreuses et concordantes, d'accroître la criminalité».

6. «Les fluctuations de celle-ci sont condition des mœurs, de la civilisation, de l'aménagement des institutions préventives, éducatives et sociales, et la politique criminelle exige des initiatives et des progrès, dont l'abolition même de la peine de mort entraînera le développement.»

7. «Les conditions de la vie et des mœurs ne peuvent pas plus se satisfaire d'une sanction à jamais irréparable, que d'une sanction n'admettant pas la réforme et le perfectionnement de l'homme».

Après avoir rappelé encore que le respect de la vie doit être absolu et que ces impératifs ne sauraient souffrir de dérogation, l'Assemblée de Royaumont a décidé:

1. «de recourir à tous les moyens appropriés pour faire reconnaître ces réalités et en faire admettre les conséquences par l'opinion publique, avec le concours de tous les groupes, associations ou organisations nationaux et internationaux susceptibles d'apporter un appui au mouvement en faveur de l'abolition de la peine de mort;

2. «d'insister avec fermeté auprès des autorités gouvernementales pour obtenir cette abolition et le remplacement de la peine capitale par un régime de protection sociale et de correction individuelle;

3. de placer le mouvement abolitionniste dans le courant général d'humanisation du droit pénal et de réforme de la procédure criminelle et des institutions pénitentiaires, en vue de promouvoir dans tous ces domaines une politique criminelle à la fois efficace et humaine».

Tel est le beau *Manifeste*, conforme aux idées et aux nécessités de notre temps, admis au mémorable Colloque international de Royaumont. Que Coimbra aussi lui fasse écho, l'adopte et le répande. Qu'en sortant de nos Universités et de nos Palais de Justice chargés d'histoire et qui virent se dérouler le cours ininterrompu des mœurs et des institutions; qu'en nourrissant en nous les réflexions que nous aurons entendues, en cet autre haut lieu où souffle l'esprit, cent ans après l'abolition portugaise de la peine capitale; qu'en renouvelant, par la pensée, comme un autre Serment du Jeu de Paume, la promesse des indispensables réformes, nous soyons tous plus conscients de ce que veut et ce de qu'est vraiment la JUSTICE, vertu théologale. Voyons mieux que la charité et la compréhension doivent l'inspirer, découvrons ce qui peut réellement la satisfaire, — ce qui enfin élèvera son amour dans les coeurs et son respect dans les esprits.

## SOURCES PRINCIPALES

- ANCEL, Marc — *La peine de mort dans les pays Européens*. Rapport du Comité Européen pour les Problèmes criminels. Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1962.
- — *La peine capitale*. Synthèse et rapport pour le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies. New York, 1962.
- BEDAU, Hugo A. — *The Death Penalty in America. An Anthology*. New York, 1964.
- — «Death Sentences in New Jersey» (1907-1960). *Rutgers Law Review*, vol. 19, 1964, No 1.
- BLOCH-MICHEL, Jean — «Introduction» aux *Réflexions sur la peine capitale* (de Koestler et Camus), p. 1; la peine de mort en France, *ibidem*, p. 181. Appendice: L'expérience des pays étrangers, p. 226.
- CAMUS, Albert — «Réflexions sur la guillotine». Dans l'ouvrage: *Réflexions sur la peine capitale*. Collection Liberté de l'Esprit, Paris, 1957, p. 123.
- COLLIGNON, Théo — *Faut-il supprimer la peine de mort?* Liège, 1947.
- CONSTANT, Jean — «De l'application de la peine de mort en matière d'assassinat». *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, Paris, oct.-déc., 1951, p. 906.
- D'OLIVECRONA, K. — *De la peine de mort*. 2<sup>me</sup> éd. (trad. Beauchet), Paris, 1893.
- GRAVEN, Jean — «Le système légal de la répression de l'homicide en droit suisse». (Synthèse pour la Royal Commission on Capital Punishment), publication partielle dans *Revue de droit pénal et de criminologie*, Bruxelles, janvier 1951, No 4, p. 353.
- — «Le problème de la peine de mort et sa réapparition en Suisse». *Revue de criminologie et de police technique*, Genève, 1952, No 1, p. 1.
- — «Faut-il rétablir la peine de mort en Suisse?», *Revue de Suisse*, Genève, janvier 1952, No 4, p. 83.
- — «La peine de mort et ses substituts». *Bulletin de la Société internationale de Criminologie*, Paris, 1953, 1er-2ème semestres, p. 13.
- — «A propos d'un procès retentissant et d'un récent Referendum sur la peine de mort. (L'affaire Desnoyers)», *Revue internat. de criminologie et de police techn.*, Genève, 1958, No 1, p. 1.
- — «Nouvelles «Réflexions sur la peine capitale». (A propos de l'ouvrage de Koestler et Camus). *Recueil d'hommages au Prof. Donnedieu de Vabres*, Paris, Cujas, 1960, p. 231.

- GRAVEN, Jean — «Le problème de la peine de mort dans la perspective internationale actuelle». (Introduction au Colloque sur la peine de mort, à Athènes, 4-8 avril 1960). *Actes du Colloque*, Athènes, 1961, p. 8, et conclusions, p. 132.
- — «La peine de mort en tant que problème juridique et social, dans la perspective d'hier et d'aujourd'hui». *Revue Faim et Soif*, Numéro spécial: La peine de mort. Pour ou contre? Paris, avril 1962, No 45, p. 18.
- — «Le Colloque de Royaumont sur la peine de mort (26-29 juin 1961). Synthèse». *Revue internat. de criminologie et de police techn.*, 1961, No 3, p. 232.
- GRISON, Georges — *Souvenirs de la Place de la Roquette*. Paris, 1883, spécialement chapitre III, Le bilan des exécutions, p. 32.
- JUNOD, H. PH. (ancien aumônier des prisons à Pretoria) — *Condamnation à mort et message de vie*. Lausanne, 1950.
- KEFAUER, Estes — *Le Crime en Amérique* (trad. Al. Grall). Ed. Flore, Paris, 1951.
- KOESTLER, Arthur — «Réflexions sur la potence»; dans l'ouvrage: *Réflexions sur la peine capitale*, 1957, p. 15.
- LACASSAGNE, Alex. — *La peine de mort et la criminalité*. Paris, 1908.
- LUCAS, Charles — *Du système pénal et du système répressif en général, de la peine de mort en particulier*. Paris, 1827.
- — *Recueil des débats des Assemblées législatives de la France sur la question de la peine de mort*. Paris, 1831.
- — *De l'état anormal de la répression en France et des moyens d'y remédier*. Paris, 1885.
- MAXWELL, J. — *Le crime et la société*. Paris, 1909.
- MITTERMAIER, K. J. — *De la peine de mort* (trad. Leven), 1865.
- NAUD, Albert — *Tu ne tueras pas*. 2ème éd. La Table Ronde, Paris, 1963.
- ORELLI, A. — «La peine de mort en Suisse». *Revue de droit internat. et de législation comparée*. Gand, 1879, tome XI, p. 382.
- Projet relatif à la suppression de la Peine de mort en France*. Discussions à la Société des Prisons. Comptes rendus, *Revue pénitentiaire*, Paris, 1906, p. 1289; 1907, p. 298, 425, 847, 1104 (affaire Solleiland), 1324; 1909, p. 122.
- ROMILLY, H. — *The Punishment of Death*. Londres, 1886.
- SELLIN, Thorsten — *Death and Imprisonment as Deterrents to Murder. Does the Death Penalty protect Municipal Police?*
- — *The Death Penalty and Police Safety (à l'intention de la Commission Royale anglaise)*, 1950.
- — «A Note on Capital Executions in the United States»; dans *British Journal of Delinquency*. Londres, juillet 1950, No. 1.
- et collaborateurs divers (cf. citations dans le texte) — Voir le numéro spécial: «Murder and the Penalty of Death», *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, Philadelphie, 284, novembre 1952.
- TARDE, Gabriel — *La Philosophie pénale*, chapitre X, La peine de mort. 4ème édition, Paris, 1905, p. 533.
- VAN BEMMELLEN, J. M. — *Het Problem van de Doodstraf*. Anvers, 1948.





